

## CONTRIBUTION du Groupe CRI

*Au sujet des « Commentaires » du camarade Vincent Presumey sur le « Projet de Programme CRI » (août 2003), tenant compte des précisions et explications apportées par le texte « Parti révolutionnaire et centre politique » de novembre 2003 et de la réunion du 16 novembre 2003.*

Cher camarade,

Tu trouveras ci-dessous des éléments de discussion sur les « *Commentaires* » que tu as bien voulu nous transmettre fin août au sujet notre « *Projet de programme CRI* », avec un retard considérable dont nous nous excusons, et qui tend à montrer à lui seul combien il y aurait urgence à rassembler dans une seule organisation communiste révolutionnaire internationaliste les militants marxistes révolutionnaires éparpillés par les circonstances que nous sommes...

Notre projet de réponse était presque terminé, en vue de la réunion du 16 novembre, lorsque tu as signalé le 8 sur la liste de diffusion de *Liaisons* la publication de ton texte « *Parti révolutionnaire et centre politique* » (PRCP). Or cette dernière contribution, qui est d'un très grand intérêt politique, apporte des précisions décisives ou plus exactement des justifications fondamentales aux idées esquissées dans tes « *Commentaires sur le projet de programme CRI* » (CPPCRI) : c'est pourquoi nous avons retardé encore l'achèvement de la présente contribution, afin de tenir compte de certains éléments de ce texte plus récent qui, parce qu'il se place sur un plan bien plus général et fondamental, est beaucoup plus élaboré que le premier. Par ailleurs, la réunion du 16 novembre, que tu as organisée avec *Liaisons* et *République sociale*, et à laquelle nous avons participé de façon critique, pose à notre avis des questions complémentaires ou apporte des éclairages supplémentaires aux positions que tu défends.

Nous partirons cependant ici de tes CPPCRI, afin de maintenir le fil de la discussion particulière que tu as bien voulu engager avec nous et de te répondre ainsi de manière précise — dans le cadre d'une discussion qui devra de toute façon se poursuivre bien évidemment. En conséquence, nous laisserons de côté de nombreux points soulevés par la réunion du 16 novembre et surtout par ton texte PRCP — en particulier, malgré leur caractère fondamental pour tes positions, la plupart des aspects historiques que tu évoques en discutant de la position de Hal Draper, de sa critique par Martin Thomas ou encore de l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale ; mais il se trouve justement que, sur tous ces points, nous sommes très largement d'accord avec toi et, sur plusieurs questions que nous n'avions pas encore tranchées, nous sommes convaincus par tes arguments. Ainsi les questions que nous nous attacherons à développer ici longuement sont-elles celles sur lesquelles nous avons au contraire des désaccords ou des divergences. Mais commençons par les points d'accord et les convergences.

### **A) Points d'accord et convergences**

#### ***I. Sur tes commentaires concernant le préambule de notre PPCRI***

- Il nous semble de la plus grande importance que tu te declares « largement d'accord » avec le « préambule de notre PPCRI ». En effet, la réaffirmation claire et nette de nos principes communistes, révolutionnaires et internationalistes, de notre référence au marxisme, à Lénine et à Trotsky (contre le stalinisme contre-révolutionnaire), de la nécessité, pour l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes, de la dictature du prolétariat dans et par la démocratie des soviets et enfin de la nécessité, dans ce but, d'un parti communiste révolutionnaire international organisant les militants d'avant-garde du prolétariat dans l'esprit du marxisme révolutionnaire — tout cela constitue le socle de granit, la base même à partir de laquelle nous pouvons considérer notre discussion, quels que soient par ailleurs nos désaccords, comme une discussion entre militants dont les principes, les valeurs et les

objectifs fondamentaux sont communs, faisant de nous les ennemis irréductibles non seulement de la bourgeoisie, mais aussi de ses alliés de toutes sortes, donc de la social-démocratie, du stalinisme et du réformisme en général — tout en nous distinguant à la fois des anarchistes, des anarcho-syndicalistes et des ultra-gauchistes.

- De plus, nous sommes d'accord, bien évidemment, pour écarter cependant l'interprétation « conseilliste » de la dictature du prolétariat — ce qui est corrélé à la conviction qu'un parti marxiste révolutionnaire est nécessaire pour diriger les soviets sur la voie de la dictature du prolétariat et du socialisme ;
- D'accord aussi pour dire que « la Russie "soviétique" cesse très vite d'être "soviétique", pratiquement dès 1918, et (que) le pouvoir a pour forme l'armée, puis l'appareil. Donc il y a dégénérescence très précoce de l'Etat ouvrier. » Même si dans une certaine mesure, on peut dire (et cela découle précisément du refus de l'interprétation « conseilliste » des conseils) que le parti marxiste révolutionnaire (Parti bolchevik) au pouvoir a en tant que tel continué malgré tout, de manière de plus en plus partielle, de représenter les intérêts historiques de la classe ouvrière pendant un certain nombre d'années après l'extinction des soviets inévitablement provoquée par la guerre civile, la famine et la destruction du pays (disons jusqu'à la fin des années 1920)<sup>1</sup>.
- Manifestement, nous nous rejoignons pour insister, comme nous avons essayé de le faire dans ce « Préambule » en tenant compte de la Commune de Paris et de la révolution russe, sur le caractère nécessairement « démocratique » de la dictature du prolétariat, seul régime pouvant assurer le *pouvoir de la majorité*, du peuple. C'est un point d'accord qui nous semble très important, fondamental, contre tous les pablistes et pablo-mandélistes des années 1950-1980 et contre tous ceux que tu appelles à juste titre les « nostalgiques » du stalinisme, y compris parmi les « trotskystes » officiels.

## **II. Sur tes commentaires concernant les classes sociales**

- D'accord pour revoir la partie sur les classes sociales en faisant une place à part à la petite paysannerie pauvre et en étant plus précis sur les pauvres des villes. D'accord aussi pour préciser que les propriétaires fonciers ne constituent plus en général une fraction particulière de la bourgeoisie, en tout cas dans les pays développés car cela semble plus compliqué pour les pays semi-coloniaux d'Amérique latine et surtout du Moyen-Orient (pétroliers) ; précisons que, à nos yeux, le concept marxiste de rente *foncière* ne s'applique pas seulement à l'agriculture, mais aussi aux mines (y compris les puits de pétrole) et au logement (cf. Engels, *La Question du logement* et Alain Lipietz, *Le Tribut foncier urbain*, Maspero, 1973). Enfin, le concept de « rente bureaucratique » ou « mafieuse » nous semble intéressant et mérite d'être étudié de près, notamment dans la discussion sur la nature de l'URSS...
- Sur la définition de la classe ouvrière, nous ne pensons pas qu'il y ait désaccord, mais il faut rappeler ce que dit exactement notre PPCRI : nous distinguons « l'écrasante majorité des êtres humains (qui) est exploitée et opprimée par le système capitaliste » et le prolétariat au sens strict qui, au sein de cet ensemble, est « la seule (classe) directement subordonnée au capital exploiteur », c'est-à-dire, comme l'indiquent les précisions que nous donnons, qui le

---

<sup>1</sup> Précisons d'ailleurs que, dans le Groupe CRI, la question de la nature de l'URSS est en cours de discussion ; c'est pourquoi, comme tu l'auras remarqué, nous ne nous sommes pas prononcés positivement sur ce point dans notre PPCRI (ni estimé qu'il fût grave de ne pas le faire...). Toutefois, une majorité se dégage parmi nous pour considérer que, malgré ce qu'en dit Trotsky, l'URSS ne peut plus être qualifiée d'Etat ouvrier dégénéré dès les années 1930, sans que l'on puisse pourtant parler avec les cliffistes de « capitalisme d'Etat » et sans que d'ailleurs cela signifie *ipso facto* qu'il faille renoncer au mot d'ordre de défense de l'URSS en cas d'agression impérialiste (le cas est cependant différent pour l'invasion de la Finlande ou de la Pologne par l'URSS, contrairement à ce que pense Trotsky). Tu seras donc sans doute satisfait (pour autant qu'on puisse deviner ta position à travers les textes de toi dont nous discutons ici) d'apprendre que le concept de « collectivisme bureaucratique » et les arguments en ce sens, y compris donc contre Trotsky, semblent les plus pertinents aux yeux de la plupart des camarades du Groupe CRI... Mais nous n'avons pas encore élaboré de textes sur la question ; nous sommes parfaitement d'accord avec toi pour regretter l'absence de connaissance et de traduction des textes de Schachtmann *and co* en France ; la traduction de ceux republiés dans le volume *The Fate of russian revolution*, que l'AWL nous avait fait parvenir au printemps, nous semble en effet indispensable ; n'oublions pas cependant Castoriadis et *Socialisme ou barbarie*, ainsi que Craipeau avant eux...

soit *dans son processus de travail lui-même*, à la différence des autres classes qui, subordonnées au capital par « les prélèvements financiers, fiscaux, rentiers, fonciers, immobiliers et mafieux », comme tu le rappelles, et victimes de manière générale du système capitaliste, ne subissent pas cependant ce que Marx appelle la « soumission réelle » au capital. Par ailleurs, dire que ces « prélèvements » correspondent uniquement « au parasitisme propre au capital impérialiste » nous semble excessif : comme nous avons essayé de l'expliquer, la plupart des agents des services publics non productifs de plus-value (éducation, santé, etc.), quoique payés par les « prélèvements fiscaux » et ne participant pas à la production et à la réalisation de la plus-value, font cependant partie de la classe ouvrière au sens large du terme. Enfin, nous disons que le prolétariat au sens strict comprend l'ensemble de ceux qui « produisent, réalisent et servent à répartir la valeur et la plus-value capitalistes », contrairement à toi qui écris que la classe ouvrière est celle qui « produit la plus-value du capital », car il faut inclure dans le prolétariat notamment les salariés du commerce et de la comptabilité capitalistes (la plupart de ceux que la sociologie bourgeoise appelle les « employés »), dont le processus de travail est directement soumis au capital qui les exploite, mais qui cependant ne « produisent » pas de plus-value, servant « seulement » à sa réalisation et à sa répartition. — Mais il est clair que, sur ces différents points, il n'y a pas entre nous de désaccords de fond sur l'idée que la classe ouvrière au sens large rassemble les prolétaires ouvriers et employés et intègre largement les enseignants, les infirmières, etc. ; il y aurait seulement ici quelques points théoriques ou simplement terminologiques à préciser.

### ***III. Sur tes commentaires concernant la IVe Internationale***

Nous sommes d'accord avec les critiques que tu adresses à la partie de notre PPCRI consacrée aux organisations qui se réclament du trotskysme. Nous avons parfaitement conscience en écrivant ce texte il y a un an — et, après avoir acquis beaucoup plus de connaissances et d'expérience, nous en avons encore plus conscience aujourd'hui — du caractère très insuffisant de nos remarques, avant tout par leur caractère beaucoup trop « franco-français ». Sortant récemment de l'aveuglement sur la réalité et de l'ignorance de toutes les autres organisations qui caractérisent tous les militants du PT, nous ne voulions pas nous prononcer sur les organisations que nous connaissions mal, et attendre de les avoir étudiées avant de pouvoir les caractériser en pleine connaissance de cause. Nous commençons maintenant à mieux connaître l'UIT moréniste de droite, la LIT moréniste de gauche, le SI cliffiste finalement assez proche du SU, comme tu le dis justement, quoique souvent plus correct dans les prises de position générales (positions de principe, pas d'appel à voter Chirac ou d'appel à l'ONU...), le CIO, la FTSI, avec qui nous sommes comme vous en discussion... Nous sommes parfaitement d'accord aussi pour dire avec toi que, « au plan historique et international, il faudrait revenir sur pourquoi et de quel point de vue il était juste de constituer la IV en 38, sur la crise du SWP de 40, élément majeur que l'on méconnaît en France, sur la seconde guerre mondiale, et dans ce cadre sur la crise pabliste », et sur tout le « programme de recherches » que tu indiques ensuite, étant donné son « intérêt politique majeur ». Nous avons par nos propres recherches commencé à percevoir plusieurs problèmes sur lesquels tu attires l'attention, mais il est clair que, maintenant que ton PRCP est publié, une bonne partie du travail nous apparaît comme déjà largement entamée pour ce qui concerne certains points obscurs (en France) du « trotskysme » international et les courants anglo-saxons en particulier. Il est donc évident qu'« il reste du boulot », comme tu dis, et que la révision de notre « Projet de programme CRI », que nous espérons pouvoir mener en commun avec toi si l'évolution de notre discussion le permet, ne pourra que reprendre maintes de tes remarques et analyses sur ces points (comme sur d'autres). (En ce qui concerne par ailleurs l'Argentine, dont tu soulignes à juste titre l'importance pour toute analyse sérieuse du « trotskysme » international, nous avons fait une première étude qui est presque terminée et qui sera rendue publique prochainement.)

En ce qui concerne le SU, nous avons bien conscience de son importance quantitative, et plus encore si l'on tient compte « ces composantes extérieures au SU mais qui gravitent en fait autour de lui que sont le SWP et le DSP » australien. Et nous avons tenu compte des « contradictions » en son sein, que tu soulignes à juste titre, dans *Le CRI des travailleurs* — par exemple dans le n°3, où nous évoquons les deux organisations qui se réclament du SU en Allemagne ; on pourrait également mentionner la contradiction frontale entre la tendance Rossetto et la tendance d'Heloisa Helena

dans DS, ou même entre *Avanti* ou *Debat militant*, d'une part, et Piquet ou l'« extrême droite » de la LCR, de l'autre. Mais il est vrai que, lorsque nous avons rédigé notre « Projet de programme CRI », nous n'avions pas bien conscience de ces contradictions ; il faudra en tenir compte lors de sa réélaboration, même si la caractérisation d'une organisation est avant tout celle de la politique menée par sa direction. Quant à la question que tu te poses, qui est de savoir si nous « transpos(ons) dans son cas l'analyse de "rompant avec le mouvement ouvrier" que (n)ous fai(sons) sur la social-démocratie », notre réponse est que nous ne raisonnons pas de la même manière pour les organisations qui se réclament de la IVe Internationale et pour les partis social-démocrates (ou ex-SD), mais nous estimons que la direction du SU et de ses différentes sections est en tant que telle, en tant qu'appareil bureaucratique cristallisé, irredressable ; autrement dit, le prolétariat aura à vaincre cette direction, à la briser, à forger une organisation qui ne pourra en aucun cas s'appuyer sur le SU — même si des militants du SU rompant avec lui feront évidemment partie du processus de construction de la nouvelle Internationale communiste révolutionnaire. Mais il y a manifestement accord entre nous sur ce point.

Quant au terme de « centriste » que nous utilisons, nous attirons ton attention sur le fait que nous parlons plus précisément de « centristes *sclérosés* », pour bien distinguer notre usage du terme de celui de Lénine, ou de Trotsky parlant par exemple du SAP allemand, que tu évoques ; ce terme nous semble commode pour désigner des courants qui ne sont « ni révolutionnaires, ni réformistes », mais complètement cristallisés sous la forme de micro-appareils bureaucratiques, dont l'opportuniste et/ou le sectarisme sont devenus au fil des ans des constantes, et qui sont en eux-mêmes tous irredressables. Cependant, si tu as un meilleur mot pour désigner, par delà leurs différences non négligeables, la politique des différents courants du vieux trotskysme officiel actuel (y compris le morénisme, le cliffisme, le grantisme, etc.), nous sommes prêts à l'examiner très attentivement... Encore une fois, nous avons parfaitement conscience de l'insuffisance de notre description de ces différents courants, et de la nécessité d'une « analyse concrète », à laquelle nous nous efforçons d'ailleurs dans notre journal, car nous sommes convaincus de l'importance du combat politique et idéologique contre toutes les variantes du vieux trotskysme officiel.

## **B) Points de désaccord ou divergences**

Nos principaux points de désaccord et divergences avec toi sont importants. Ils portent 1) sur le caractère de la situation objective en France et dans le monde ; 2) sur l'analyse de la situation du mouvement ouvrier, tout particulièrement l'évolution des partis social-démocrates et l'état de la conscience de classe aujourd'hui ; 3) sur le concept et la méthode du programme de transition ; 4) sur la méthode de construction du parti.

### ***1. La situation est-elle révolutionnaire aujourd'hui ? De nouveau sur la question des forces productives...***

Dans l'introduction de ton texte CPPCRI, après avoir reconstitué sans peine l'intention et le raisonnement qui ont été les nôtres lorsque nous avons décidé de rédiger ce que nous avons appelé notre « Projet de programme CRI », tu proposes une interprétation du concept de « programme de transition » différente de la nôtre, et à partir de laquelle tu critiques la manière même dont nous avons conçu notre texte.

Mais avant de discuter de ces remarques portant sur la méthode et l'idée même du programme de transition, il est inévitable de commencer par le point de départ de l'orientation politique que tu préconises, et du point de vue de laquelle tu critiques notre texte.

Nous contestons ce point de départ : ton appréciation de la situation objective. C'est dans ton texte PRCP que tu es sur ce point le plus clair, puisque tu y écris carrément : « Je considère que nous sommes dans une époque révolutionnaire » et même « dans une situation globalement plus révolutionnaire qu'elle ne l'a jamais été » (p. 1). Selon nous, cette appréciation, loin de permettre l'élaboration d'un « programme dans le concret » que tu préconises, est un « socle » d'une parfaite

abstraction, qui ne peut qu'empêcher une orientation politique efficace dans la lutte de classe aujourd'hui. C'est l'un des points les plus faibles de ton texte PRCP par ailleurs si intéressant : dans cette contribution où tu montres, presque d'un bout à l'autre, que tu ne te laisses pas impressionner par les dogmes, les textes sacrés, les idées reçues du « trotskysme » officiel, faisant preuve d'un esprit critique qui ferait presque oublier que tu fus toi aussi lambertiste... tu te contentes sur ce point de reprendre comme si de rien n'était, comme une vérité indiscutable, sans même éprouver le besoin de t'expliquer, de prouver, d'argumenter, ce vieux poncif lamberto-moréniste qui fut martelé pendant des années, à l'époque de ta formation politique. Le fondement de cette surprenante attitude intellectuelle est évidemment cette fameuse croyance « magico-religieuse », comme tu dirais (cf. PRCP, p. 39), selon laquelle « les forces productives ont cessé de croître », fondement de ton appréciation erronée de la situation objective ; or, à notre avis, ton refus de renoncer à ce dogme-là du lambertisme, fût-il le seul survivant, ta tentative pour le « sauver » coûte que coûte du naufrage, risque de te conduire à ne pas aller jusqu'au bout de ton entreprise de révision critique de ta propre formation et de réappropriation du marxisme révolutionnaire authentique de Marx, Engels, Luxembourg, Lénine et Trotsky.

Mais nous ne pouvons pas réellement te réfuter sur cette question des forces productives, car ce que tu en dis n'offre aucune prise intelligible : tu n'en parles pas dans ton texte PRCP et, dans tes CPPCRI, c'est le (seul) point où tes assertions sont incompréhensibles tant elles sont confuses et purement impressionnistes... Nous ne pouvons que te renvoyer aux textes de Wolfgang dont tu as connaissance et à celui d'Antoni Mivani, qui est presque achevé et que tu recevras donc dans quelques jours. À notre avis, sans une confrontation serrée de ta part avec ces textes, nous ne pourrions pas avancer sur cette question fondamentale. Par ailleurs, nous ne pouvons pas revenir ici sur cet autre texte que tu nous as envoyé sur les *Grundriße* de Marx, où tu recherches désespérément une justification au dogme lamberto-moréniste ; nous le ferons à l'occasion si tu le souhaites : disons seulement ici que toute discussion sérieuse sur le concept de « forces productives » chez Marx ne peut pas ne pas se fonder essentiellement sur *Le Capital*. Nous nous contenterons donc ici d'attirer ton attention sur les précisions et points suivants :

- Nous n'avons pas limité notre connaissance de la théorie lambertiste (et moréniste) à sa version glucksteinienne ; mais nous n'avons rien trouvé de probant dans les textes de Lambert, Bloch ou Just (il est vrai qu'il nous reste à mettre la main sur ceux de Laurent-Chesnais). En ce qui concerne Rosdolsky, nous ne voyons pas à quel passage de son livre sur la *Genèse du Capital chez Karl Marx* tu fais allusion, n'y ayant rien trouvé qui puisse justifier une quelconque filiation avec lui des idées lambertistes sur les forces productives. Quant à Mandel, ses analyses sur ce qu'il appelle le « secteur III » dans son TEM sont intéressantes, quoique discutables, mais il n'en conclut à aucun moment que les forces productives auraient cessé de croître, et nous ne voyons pas pourquoi il aurait dû le faire, quoique en dise le texte de Bloch-Boisgontier, où la confusion conceptuelle et les tours de passe-passe rhétoriques soi-disant « dialectiques » sont habilement entremêlés pour faire croire au profane que l'auteur sait de quoi il parle, dans un simple but d'édification et de contrôle interne de la conscience des militants aveuglés<sup>2</sup>. Sur ce point, soyons clairs : il n'est pas possible de renvoyer dos-à-dos les positions de la LCR et de l'OCI des années 1970, les analyses sérieuses (quoique discutables, comme toute étude scientifique) de Mandel et les élucubrations ineptes des lambertistes, dont la fonction politique était uniquement de se présenter comme les gardiens du temple-programme et plus tard de justifier toute leur politique au nom de la prétendue « imminence » de la révolution (et aujourd'hui de la tout aussi abstraite « imminence de la barbarie »). À ce sujet, nous ne sommes donc pas d'accord non plus avec toi lorsque tu affirmes que, dans les années 1970, les militants de l'OCI recevaient une bonne formation marxiste (tu écris dans tes CPPCRI : « je puis vous dire que l'avachissement de la formation que vous dénoncez est

---

<sup>2</sup> Cela n'enlève rien aux mérites d'autres travaux de Gérard Bloch, notamment ses notes historiques accompagnant la traduction de la *Vie de Karl Marx* (I) de Mehring : nous sommes d'accord avec toi pour dire, comme tu le fais dans ton PRCP, que ces dernières sont extrêmement sérieuses et précieuses ; mais, en matière d'économie politique — ou de critique de l'économie politique, si tu préfères — l'amateurisme doit être banni plus que partout ailleurs — et ce ne sont pas les références pédantes et d'ailleurs parfaitement sibyllines de Bloch à Rosdolsky ou à Grossmann qui peuvent masquer sa connaissance en réalité extrêmement superficielle du *Capital*. Si, en matière d'économie politique, Bloch, Just et Cie ont pu en imposer aux militants de l'OCI (et à eux seuls !) dans les années 1970, c'est uniquement parce que, dans la mesure où rien n'était fait pour apprendre aux militants à se cultiver et à penser par eux-mêmes, et où le culte des chefs soi-disant savants était déjà la condition du maintien de la hiérarchie autoritaire et du centralisme bureaucratique, il était fatal qu'au royaume des aveugles, les borgnes fussent rois...

aux antipodes de ce que nous connaissions encore jusqu'au tout début des années 1980 ») ; certes, nous n'étions pas là, mais nous savons pour en avoir parlé avec d'autres ex-militants et surtout pour avoir lu des textes aussi indigestes et mauvais que le « Foulan » ou les « brochures de GER » de Bloch-Just (nous ne parlerons pas de l'insupportable brochure sur la « méthode marxiste » soi-disant « dialectique » de Bloch) que la formation marxiste était des plus rudimentaires, et que la formation économique était nulle ; en fait, c'est surtout dans le domaine de l'analyse politique proprement dite et de l'histoire du mouvement ouvrier et des révolutions que l'OCI a donné une bonne formation à ses militants, grâce notamment à Broué, mais aussi Bloch, Lambert, etc., qui à eux tous connaissaient très bien 1848, la Commune, le soulèvement révolutionnaire de 1905, la révolution russe de 1917, le stalinisme, l'histoire du trotskysme dans les années 1930, les processus révolutionnaires en Amérique latine et en Europe de l'Est, etc.

- Nous défendons nous aussi, comme la LCR des années 1970, mais surtout, à notre avis, comme Marx et tous les marxistes que nous connaissons, ce que tu appelles « la notion économiste selon laquelle production qui augmente = accroissement des forces productives », dans la mesure où les forces productives servent à produire (des valeurs d'usage) et où par conséquent leur développement permet de produire davantage (en termes absolus : accroissement de la quantité et de la diversité des valeurs d'usage produites par les hommes) et davantage en un temps donné (accroissement de la productivité). Nous ne pouvons donc pas suivre ton interprétation du « sens que peut avoir, chez Marx, l'expression "forces productives" » — même si nous notons avec satisfaction que, selon toi, Trotsky dans le *Programme de transition* entendait bien cette même expression dans le sens où nous l'entendons, et non dans le sens où tu penses que Marx l'entend... Tu écris, en effet : « L'idée est juste non pas en tant que diagnostic économique, sens qu'elle a dans le Programme de transition au 1<sup>er</sup> chapitre duquel il est clairement dit que le problème est qu'il n'y a plus accroissement de la richesse matérielle (en 1938). » Or, aussi étonnant que cela paraisse, tu ne tires aucune conclusion de cette compréhension correcte de la phrase de Trotsky, d'une part, et de ton constat que, depuis 1945, il y a évidemment « accroissement (et même accroissement considérable !) de la richesse matérielle, d'autre part ; au lieu de cela, tu essaies de « jouer » Marx contre Trotsky pour « sauver »... la *lettre* de la formulation de Trotsky au moment même où tu reconnais qu'elle ne peut plus avoir le sens que Trotsky lui-même lui donnait ! (Rappelons que, selon nous, cette phrase était juste dans le contexte des années 1930, et pouvait le sembler déjà pendant et juste après la Première guerre mondiale — avant le boom des années 1920 — comme le montrent plusieurs textes de Trotsky et de l'IC des années 1919-1922.)

- Nous ne comprenons pas ce que tu entends par la « dimension éthico-historique » de la notion de forces productives, et nous le comprenons encore moins si, dans le même temps, tu n'en estimes pas moins qu'on puisse parler de leur « croissance » ou de leur non-croissance ; car nous ne voyons pas comment il serait possible de mesurer la « croissance » de l'éthique ou de l'historique. Nous ne pensons pas non plus que « la définition (des forces productives) soit malaisée » et, en tout état de cause, il ne nous semblerait dans ce cas guère prudent d'utiliser un concept auquel ne correspondrait aucune définition claire permettant de se mettre d'accord sur l'objet dont on parle ; or, tout en ne proposant aucune définition de cette notion au motif qu'elle est « composite et complexe », tu estimes pouvoir te prononcer à son égard de manière intelligible ; il est pourtant clair qu'une pareille méthode ne permet pas à tes lecteurs de te comprendre !

- Nous ne comprenons pas non plus ce que tu veux dire quand tu écris que « l'accroissement de la richesse matérielle sous le capitalisme devient une régression (ou une fuite en avant vers la "barbarie") » ; la mise en avant de nouveaux mots ne rend pas l'idée plus claire, mais ne fait que reculer le moment où il faudra bien l'expliquer. Plus précisément, nous ne comprenons ni ce que tu entends par « régression » en l'absence de tout complément du nom (or ce terme n'a pas de sens à lui tout seul !), ni ce que tu entends par « fuite en avant vers la barbarie », le terme de barbarie ne désignant aucun mode de production que nous connaissions ou dont nous puissions avoir l'idée (à moins que tu ne penses à ce qu'Engels entend par là dans *L'Origine de la propriété privée, de la famille et de l'État*, mais alors il n'y a aucun rapport avec le capitalisme). Le mot « barbarie » — qui a d'ailleurs été banni depuis longtemps de l'ethnologie en raison des préjugés racistes et ethnocentristes qu'il véhiculait — permet de désigner métaphoriquement toutes sortes de phénomènes que nous estimons réactionnaires par rapport à une certaine idée du développement de l'humanité (et il est clair à cet égard que le développement du capitalisme du XIX<sup>e</sup> siècle a engendré des phénomènes « barbares », monstrueux) ; mais il ne peut définir un « état » quelconque

de la société et de la civilisation humaine, sauf à imaginer dans un roman de science-fiction une impossible régression de l'homme au singe... Quant à l'hypothèse beaucoup plus sérieuse d'une disparition pure et simple de l'humanité, elle n'a évidemment aucun rapport avec la « barbarie », car il n'y a de phénomènes « barbares » qu'en fonction d'une certaine conception de la civilisation humaine.

- Nous ne comprenons pas la manière dont tu entends faire tenir ensemble l'idée que les forces productives « ont, à l'époque de l'impérialisme, cessé de croître » et l'idée que, cependant, « elles croissent mais sont affectées d'un signe négatif » ; tu nous permettras de te demander comment ce qui a cessé de croître peut croître en même temps et ce que signifie cette expression manifestement métaphorique du « signe négatif » que tu utilises sans l'expliquer. De la même manière, quand tu écris « qu'il (est) possible de dire, sous un angle, que les forces productives croissent, et sous un autre — en dernière instance décisif *dans le capitalisme* — qu'elles ont "cessé de croître", et même qu'elles "cessent de croître" *d'autant plus qu'elles croissent*, puisque tout accroissement signifie aggravation de la contradiction constitutive et donc aggravation de la fuite *en avant* vers la barbarie (mais ce mot est mauvais puisqu'il suggère un recul) », nous ne comprenons pas car cela n'est pas compréhensible pour le commun des mortels, qui ne sont pas lambertoïdes. Et nous sommes complètement perdus dans les méandres de tes représentations lorsque tu parles plus loin carrément de « l' "anti-croissance" des forces productives ». Par pitié, ne nous parle pas à ce sujet de « dialectique » ! Ou alors, précise-nous ce que tu entends par là, car si nous n'avons rien contre la méthode dialectique, tout au contraire, encore faut-il liquider ici comme ailleurs cet épouvantail constamment invoqué par les Bloch, Just, et autres Gluckstein, en des occurrences qui montrent clairement, quand on y regarde de près, que ces invocations « sacramentelles », comme disait Marx dans *Misère de la philosophie*, n'ont là encore pas d'autre fonction que d'impressionner « théoriquement » les militants ignorants pour mieux les manipuler pratiquement... (Précisons d'ailleurs que, à nos yeux, les quelques énoncés de Trotsky lui-même sur la dialectique, notamment dans *Défense du marxisme*, ne sont déjà pas loin d'une bouillie vraiment indigeste ; mieux vaut en la matière — comme en beaucoup d'autres d'ailleurs... — se tourner vers Lénine (*Cahiers sur la dialectique de Hegel*) et surtout vers *Le Capital*, bien qu'il n'y ait pas plus d'une phrase sur la dialectique en général, car la clarté de l'exposé « dialectique » s'y suffit à elle-même et s'en passe donc très bien...)

- Nous ne sommes pas forcément contre l'utilisation de la notion de « forces destructives », mais il ne peut s'agir alors que d'une notion descriptive pour désigner des valeurs d'usage dont la fonction principale et directe, ou du moins dont certains effets, soit la destruction, comme par exemple les armes de guerre, mais aussi, en un sens, toute utilisation capitaliste de « l'argent et (du) machinisme », comme l'écrit Marx dans *L'Idéologie allemande*, pour désigner la destruction des valeurs d'usage lors des crises cycliques de surproduction et la destruction de multiples potentialités humaines des travailleurs par la manière même dont est organisé tout processus de travail capitaliste ; mais cela ne peut contaminer d'aucune manière le concept de « forces productives » lui-même (les forces productives restent des forces productives même si elles produisent des valeurs d'usage de destruction ou dont certains effets sont destructeurs) ; car le type de valeurs d'usage à la production desquelles servent les travailleurs et leurs moyens de production ne saurait par lui-même « transformer » leur caractère de travailleurs et de moyens de production.

- Contrairement à ce que tu affirmes (CPPCRI, p. 3), nous ne parlons à aucun moment de « progrès » en soi, nous ne faisons que désigner une contradiction (dont nous comprenons mal ce qu'elle aurait de « métaphysique », sauf si tu nous le précises) entre les possibilités actuelles du développement des forces productives et par là même de la satisfaction des besoins humains, d'une part, et les limites réelles de ce développement, d'autre part. Nous mettons ainsi en évidence la relativité et les tares du système capitaliste, afin de montrer clairement la possibilité objective d'une autre manière d'organiser la production — en fonction des besoins et non plus du profit. Mais nous ne confondons pas cette contradiction avec celle qui oppose le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation, et qui caractérise selon Marx le développement du mode de production capitaliste ; en fait, cette dernière contradiction n'est elle-même qu'*un aspect* du développement des forces productives tel que le capitalisme l'assure et qui rend objectivement possible le socialisme ; et, si nous considérons évidemment comme parfaitement confus des énoncés du type « c'est la classe ouvrière qui représente, et qui avec les moyens de production, est elle-même ce fameux "caractère social de la production" » ou comme « la classe ouvrière constitue la

principale force productive et que c'est son propre caractère social, sa propre capacité politique, sa conscience et son organisation, qui constituent de la manière la plus aigüe le "niveau de croissance" des forces productives » — nous sommes d'accord, en revanche, avec ce que tu veux dire lorsque tu écris que cette contradiction est en elle-même la cause « à la fois (des) crises et (de) la baisse tendancielle du taux moyen de profit » ; mais, d'une part, il faut préciser que cette dernière est une *tendance* qui, dans la période actuelle, depuis plus de vingt-cinq ans, *ne débouche pas sur une baisse effective* du taux de profit, lequel croît au contraire, contrairement à ce qui se passait pendant les « Trente Glorieuses » (bien sûr, cela est permis par ce que tu appelles la « combinaison entre la hausse du taux d'exploitation de la force de travail et [l'utilisation de] moyens, financiers, étatiques, rentiers, parasitaires, de réaliser du capital fictif ou de pomper la richesse globale ») ; et, d'autre part, cette tendance à la baisse du taux de profit ne résulte précisément de rien d'autre que de l'augmentation des forces productives du travail, puisque celle-ci est la source de la plus-value relative, donc de l'augmentation du capital constant par rapport au capital variable.

## ***II. Sur l'état du « facteur subjectif »***

Avant de commencer sur ce point, précisons que tu as parfaitement raison de nous faire remarquer que, pendant la période révolutionnaire en Allemagne en 1918-1923, et en particulier à l'automne 1923, le Komintern a capitulé mais non trahi ; il s'agit d'une étourderie de notre part, que tu es pourtant le premier à nous signaler ! Cependant, sur cette question, notre série de trois articles sur la révolution allemande dans *Le CRI des travailleurs* n°1 à 3 (février-avril 2003) nous semble claire.

Tu écris que « la partie (de notre PPCRI) sur le facteur subjectif contient deux séries d'affirmations qui demandent une discussion approfondie (...) : celles sur la transformation des organisations social-démocrates et staliniennes en organisations bourgeoises et celles, corrolaires, sur la crise de la conscience de classe elle-même. » Nous allons donc examiner successivement les remarques que tu fais sur ces deux questions, dont il ne faut surtout pas, en effet, sous-estimer la corrélation.

### *1. Sur les partis social-démocrates aujourd'hui*

Tes arguments concernent seulement notre analyse des partis social-démocrates. Tu précises que, « souvent, ceux qui font la même analyse que la nôtre de ces derniers, n'étendent pas cette "opprobre" aux partis staliniens pour lesquels ils ont un regard embué et tendre, ce qui n'est pas votre cas » ; en effet, ce n'est pas notre cas, mais précisons néanmoins que, pour nous, des partis comme le PCF en France, le PRC italien et quelques autres *restent des partis ouvriers-bourgeois, même si nous les qualifions de moribonds*, soit de fait (le PCF), soit à une échelle historique (le PRC, qui pour des raisons très propres à l'Italie, garde encore une forte vitalité certaine à ce jour).

Tu soutiens que, contrairement à ce que nous pensons, les partis social-démocrates sont encore des partis ouvriers-bourgeois. Tu précises : « PS, Labour et SPD sont des partis bourgeois — ouvriers-bourgeois, c'est-à-dire en dernière analyse d'abord et avant tout bourgeois » ; nous sommes évidemment d'accord avec cette précision, c'est-à-dire avec l'idée qu'ils sont tels depuis leur dégénérescence réformiste et parlementariste au début du XXe siècle, évolution aboutissant à leur trahison définitive le 4 août 1914 — et confirmée par leur trahison de la révolution mondiale ouverte en 1917, notamment en Allemagne. La discussion porte donc uniquement sur la question de savoir si ce sont encore aujourd'hui des partis ouvriers-bourgeois. Tu précises également : « Cela dit, et c'est sans doute là la question réellement importante, dire que ces partis sont toujours "ouvriers-bourgeois" n'aurait jamais dû signifier automatiquement qu'il fallait toujours appeler à voter pour eux et appeler les masses à les porter au pouvoir, et la distorsion actuelle de leurs liens avec la classe fait que bien entendu cela est encore moins automatique. » Cette précision nous semble, en effet, importante ; cependant, nous ne sommes pas d'accord pour dire que ce serait « la » question importante, si cela signifie que le problème fondamental de la *nature* même des partis « social-démocrates » aujourd'hui doit alors passer au second plan ; et si, en particulier, sans appeler certes « automatiquement » à voter pour eux, on n'en estime pas moins que, en raison de

leur prétendue nature « ouvrière-bourgeoise » et de considérations certes tactiques, il serait acceptable d'en être membre aujourd'hui... (Nous reviendrons ci-dessous sur ce point, comme tu t'en doutes certainement...)

Tu avances quatre séries d'arguments pour essayer de prouver que « la transformation du PS en parti bourgeois n'est pas faite, qu'il y a effectivement une volonté, parmi ses dirigeants, de l'opérer, mais qu'elle se heurte à la réalité » ; mais, à notre avis, *aucun* de ces arguments n'est probant, et la conclusion que tu en tires est donc fausse.

1) Dans ton premier point, tu avances en fait deux arguments différents, mais le deuxième est plutôt une boutade :

1 (a) Tu écris : « Opposer la politique de contre-réforme des ex-partis "réformistes" au pouvoir aujourd'hui à leur politique passée de partis "ouvriers-bourgeois" suppose qu'alors, ils étaient "réformistes". Or, comme vous le dites vous-mêmes, et je partage cette analyse, les réformes des années 1936 ou 1945 furent des sous-produits de la vague révolutionnaire, et pas l'œuvre des "réformistes" qui se sont contentés d'en tirer profit pour contrôler la classe ouvrière. » — Cet argument ne convient pas, car il n'y a en fait pas de contradiction dans la position qu'il est censé réfuter : en effet, s'il a été confié aux partis réformistes d'exercer le pouvoir en périodes révolutionnaires, c'est à la fois parce qu'il y avait une poussée révolutionnaire des masses, de sorte que les *grandes* réformes concédées par la bourgeoisie sont bien des « sous-produits de la vague révolutionnaire », et parce que les partis réellement réformistes, c'est-à-dire ceux qui se battaient réellement pour des (petites) réformes depuis des décennies, non sans succès partiels au Parlement et dans les conseils municipaux, avaient la confiance de la classe. Autrement dit, *un parti réformiste n'est pas avant tout réformiste parce qu'il octroie de fait les congés payés quand il est au gouvernement, mais parce que premièrement il a pour programme l'amélioration des conditions de travail et de vie de la classe ouvrière — conçue par lui comme base de la marche vers le socialisme —, et deuxièmement parce que, dans les faits, il obtient des succès partiels qui lui permettent de se présenter à la classe ouvrière comme un parti qui la sert efficacement.* D'ailleurs, il peut y avoir des conquêtes ouvrières majeures arrachées par la mobilisation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire des masses, sans que la bourgeoisie ait besoin pour cela d'appeler des partis réformistes au pouvoir : c'est le cas par exemple aux États-Unis ou en Argentine après la Deuxième guerre mondiale ; dans ces pays, il n'y a pas de partis social-démocrates, réformistes ; la bureaucratie syndicale suffit à contrôler la classe ouvrière en la dépolitisant complètement, et elle doit être d'autant plus puissante, d'autant plus intégrée à l'État, que la bourgeoisie ne peut pas lui confier directement le pouvoir en cas de crise ; de fait, en cas de crise politique ouverte, justement parce qu'il n'y a pas de partis réformistes utilisables, la situation est beaucoup plus difficile à contrôler pour la bourgeoisie : en Argentine et dans beaucoup de pays coloniaux et semi-coloniaux de situation analogue, il faut alors recourir à l'armée ; certes, aux États-Unis, étant donné la solidité générale du régime et de la société américaine (assurée notamment par la très forte aristocratie ouvrière, au sens léniniste du terme), il n'y a jamais eu pareille crise ; mais, le jour où il y en aura une, il est clair que c'est l'armée qui prendra les choses en mains, car aucune autre force n'en serait capable ; et, en attendant, il est clair aussi, aujourd'hui comme dans les années 1930 à l'époque du développement du SWP, que l'absence de partis ouvriers réformistes aux États-Unis ouvrirait des voies décisives à une organisation révolutionnaire qui voudrait réellement commencé à s'y construire...

(b) Tu écris aussi : « Si l'on mesure le degré d' "embourgeoisement" de ces partis à la quantité de coups qu'ils portent à la classe ouvrière, alors c'est en 1914, en s'engageant dans la boucherie, et en 1919, en massacrant Karl, Rosa et les spartakistes, qu'ils battent tous les records et, à cette aune, le Jules Guesdes de 1914 et les Noske et Scheideman du SPD sont d'emblée "pires" que nos Blair, Schröder et DSK ! » Bien sûr, trahir une révolution effective est forcément « pire », pour des révolutionnaires, que de « seulement » trahir les aspirations que les masses illusionnées avaient placées dans le Front populaire en 1936, en 1981 ou en 2002 au Brésil. Mais il ne s'agit évidemment pas de faire de la morale ou du décompte macabre : fondamentalement, s'il est dans la nature même des partis réformistes de « trahir » les aspirations des masses qui les portent électoralement au pouvoir, c'est-à-dire de ne pas

rompre avec le capitalisme, c'est *a fortiori* dans leur nature de briser les révolutions... La question est donc logique et non « pathétique »... La « mesure (du) degré d'embourgeoisement » des PS, SPD, etc., ne porte pas tant sur la quantité de sang ouvrier qu'ils ont versé ou contribué à verser par leurs trahisons, que sur le programme qu'ils défendent officiellement, leur rôle sur l'organisation et la conscience de classe ouvrière et la manière dont ils sont perçus par celle-ci comme par la bourgeoisie.

2) Or, à cet égard, tu précises que tu n'as nullement l'idée de « nier la modification qui se produit » dans la *fonction* des partis social-démocrates au service de la bourgeoisie au cours des années 1980-1990, tout en estimant cependant que cette « modification » n'est pas un changement de *nature* — selon toi, « il est difficile d'affirmer qu'un saut qualitatif est franchi ». Sur ce point fondamental, tes quatre arguments sont cependant assez faibles :

(a) L'un consiste à dire que le passage de ces partis du « keynesianisme au néolibéralisme » ne signifie pas en lui-même un changement de nature, puisqu'il s'agit là de deux « variantes de la même politique bourgeoise » et que par conséquent la modification n'est en somme que de degré « à partir du moment où l'on analyse que la politique de ces partis se situe "du côté de l'ordre bourgeois" ». Mais le point de départ de cet argument est faux. Qu'il s'agisse de la SFIO de Blum (distinguant l' « exercice du pouvoir » dans le cadre de l'État bourgeois et l'objectif ultime, « maximal »...) de la « conquête du pouvoir », qu'il s'agisse de la SFIO de Mollet (qui, tout en envoyant le contingent en Algérie, n'en perdait pas pour autant une occasion de prononcer des discours très radicaux rappelant l'objectif de la dictature du prolétariat) ou même dans une certaine mesure qu'il s'agisse même du PS de Mitterrand se fixant officiellement l'objectif de « rompre avec le capitalisme » — dans tous les cas il est clair que « keynesianisme » n'était pas comme tel l'idéologie officielle, c'est-à-dire le programme fondamental, du parti socialiste (même si c'était sa pratique quand il était au pouvoir, comme d'ailleurs celle de la droite, dans les années 1950 en France ou dans les années 1970 en Allemagne). Or cela n'est pas un détail : la nature d'un parti se définit notamment par son idéologie, son programme officiel, son discours... par lequel il rend possible concrètement le caractère ouvrier et « socialiste » de ses références et de son recrutement. En d'autres termes, le « réformisme » dans le mouvement ouvrier ne se définit nullement par le keynesianisme comme programme, mais par l'idée que, pour parvenir au socialisme, il faut *accumuler les réformes* favorables aux travailleurs sur la base de la *lutte de classes* ici et maintenant. Dès lors, rompre ouvertement avec ce programme et cette idéologie, supprimer dans le discours et le programme toute référence au socialisme et à la lutte de classe et mettre en œuvre une politique de destruction constante et systématique de destruction des réformes (des conquêtes ouvrières), tout cela implique un changement de nature.

(b) Tu reconnais évidemment « qu'il y a reculé des illusions de la classe ouvrière envers eux [les PS] et distorsion de leurs liens avec elle ». Mais cela est indissociable du point précédent, et ce n'en est en fait qu'un corollaire — ce n'est pas en lui-même un argument déterminant pour notre position. En effet, les liens de la classe ouvrière avec un parti ne s'expliquent pas *nécessairement* par les références socialistes de ce parti : par exemple, aux États-Unis le parti démocrate et en Argentine le parti justicialiste recueillent (ou en tout cas ont longtemps recueilli car là aussi il y a évolution) le soutien matériel et électoral des ouvriers ; pourtant, ils n'ont jamais été des partis « ouvriers-bourgeois », mais toujours des partis bourgeois. Inversement, la SFIO des années 1950 et surtout 1960 était en pleine décomposition comme organisation, se réduisant de plus en plus à un parti d'élus et de notables, comptant de moins en moins de travailleurs jusqu'au tournant impulsé par Mitterrand avec le congrès d'Épinay ; pourtant, cette « distorsion des liens » de la classe ouvrière avec elle ne l'empêchait pas de rester un parti ouvrier-bourgeois (voire de manière beaucoup plus claire que le PS des années 1970 !) ; car, encore une fois, c'est avant tout le programme, l'idéologie, les références, qui comptent pour cette caractérisation — l'audience dans la classe ouvrière étant un élément nécessaire, mais non suffisant.

(c) Tu écris aussi : « Le fait que toute une frange de leurs dirigeants sont des politiciens issus directement de la bourgeoisie, caractéristique des PS latins depuis Epinay et les années 1970, n'est pas non plus en soi une nouveauté (surtout en France où même un Jaurès a

d'abord été un homme politique des partis bourgeois, ce qui ne nous empêche pas de le considérer comme un dirigeant ouvrier, alors qu'on n'en dirait évidemment pas autant d'un DSK). » Cet argument est extrêmement faible : il est évident qu'un parti ne se définit pas comme « ouvrier » (ou « ouvrier-bourgeois ») en fonction de l'origine sociale de ses principaux dirigeants. Les principaux dirigeants des partis social-démocrates de la IIe Internationale étaient presque tous des intellectuels issus de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie : Jaurès, certes, mais aussi Guesdes, Lafargue, Deville, Plekhanov, Lénine, Trotsky, Kautsky, Lafargue, Bebel, Labriola... Léninistes, nous ne sommes pas ouvriéristes, contrairement par exemple aux proudhoniens qui menaient combat dans l'AIT contre les intellectuels, ou aux ultra-gauchistes des années 1920 ; selon nous, le parti marxiste naît (et doit naître) de la fusion entre les intellectuels marxistes apportant la théorie « de l'extérieur » et le mouvement ouvrier spontané (nous y reviendrons, et cela ne t'étonnera évidemment pas, dans le point 3 ci-dessous).

(d) Tu conclus en écrivant : « En conséquence, on ne peut pas affirmer que leur évolution (des partis social-démocrates) (...) est "irréversible" puisqu'on ne peut pas affirmer que les politiques bourgeoises d'une manière générale ne peuvent pas, devant la menace révolutionnaire, redevenir "réformistes". Ce qui est irréversible, c'est le passage définitif du côté de l'ordre bourgeois de leurs appareils. » Il nous semble qu'il y a ici confusion : comme nous l'avons déjà dit ci-dessus sous une autre forme, une chose est de dire que, en cas de menace révolutionnaire, la bourgeoisie pourra bien évidemment à l'avenir, comme elle l'a fait par le passé, concéder des réformes ; autre chose est de dire que les partis qu'elle chargera d'accomplir ce travail seront par là même « réformistes ». Il est clair, encore une fois, que rien n'empêche qu'il revienne à des partis bourgeois de faire ce travail, même si l'on considère que les partis ouvriers-bourgeois, étant donné leur contrôle du prolétariat, ont toujours été les mieux à même pour le faire de la manière la plus efficace et la moins risquée possible : de fait, aux États-Unis ou en Argentine, les conquêtes sociales ont été arrachées à la bourgeoisie par la classe ouvrière, mais par l'intermédiaire respectivement du parti démocrate (voire du parti républicain) et du parti justicialiste, sans recours à un parti ouvrier-bourgeois (inexistant). D'autre part, il est clair aussi que l'utilité politique de partis ouvriers-bourgeois, encore une fois plus sûrs pour la bourgeoisie en cas de crise révolutionnaire, est certaine ; mais cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas d'autres moyens (recours à l'armée, fascisme...) et surtout cela n'implique pas logiquement que le PS et les anciens partis social-démocrates puissent redevenir un parti ouvrier-bourgeois ! En revanche, cela signifie qu'il est très possible qu'il y ait une place, le jour venu, pour que jouent à leur tour ce rôle, pour que deviennent à leur tour des partis-ouvriers bourgeois, par exemple, la DS brésilienne, la LCR française ou son futur regroupement « anticapitaliste », le MST argentin, le PT algérien, ou même le PT français s'il était capable de se contruire, ou du moins des fractions de ces partis — tout cela bien évidemment à terme, en supposant d'ici là leur progression (probable malgré eux dans la prochaine période, notamment pour les organisations du SU) et, corrélativement, une crise interne et un processus de recomposition qui de toute façon arrivera. Nous ne voulons pas jouer ici aux prophètes, mais seulement montrer qu'on ne peut pas raisonner éternellement à partir d'organisations qui appartiennent au passé — les partis social-démocrates et staliniens classiques, dont il n'y a rien d'impossible à penser que, comme toute réalité historique, ils ont connu une évolution qui, à un moment donné, a conduit soit à un changement de nature, soit à la décomposition et à la mort clinique. En tout cas, dans le cadre de la nouvelle époque ouverte par la disparition de l'ordre de Yalta (fin de l'« État-providence » assis sur les conquêtes sociales et la collaboration de classe, entraînant une crise de la social-démocratie classique, d'une part, disparition du « bloc soviétique », entraînant la décomposition des partis staliniens, de l'autre), rien ne serait pire pour élaborer la stratégie révolutionnaire de la prochaine période, que d'appliquer mécaniquement les catégories et schémas révolus du passé (en particulier ceux de l'OCI des années 1970, eux-mêmes repris et « plaqués » de manière très excessive et formaliste, donc déformée, en partie déconnectée de la réalité, des analyses et perspectives de Trotsky pour la France des années 1930...)

3) Dans ce troisième point, tu avances un nouvel argument, puis une conclusion censée découler de tous les arguments qui précèdent concernant le PS français, et enfin quelques remarques sur le SPD et le Labour Party :

(a) Ton nouvel argument consiste à dire que « la bourgeoisie elle-même ne considère pas qu'il y a eu une telle "mutation" (des partis social-démocrates), (...) elle considère dans la pratique que ces partis servent à faire le "sale boulot", à faire reculer la classe ouvrière, mais que c'est à ses partis à elle de reprendre les commandes pour achever la liquidation des acquis ouvriers ». Les grands traits de l'histoire de la France des années 1980-1990 que tu donnes ensuite sont largement valables en tant qu'ils décrivent un processus ; mais cela ne fait pas un argument prouvant la nature toujours ouvrière-bourgeoise du PS. Premièrement, en effet, l'« alternance » n'est pas en soi la preuve qu'il y ait d'un côté un parti bourgeois (ou une coalition de partis bourgeois) et d'un autre côté un parti ouvrier-bourgeois (avec ses alliés). C'est simplement une pratique consubstantielle à la démocratie parlementaire bourgeoise, qui met en concurrence différentes fractions de la bourgeoisie, qui a de plus besoin de faire croire aux masses que leur voix compte dans la vie politique (donc qu'il y a régulièrement des changements du personnel politique) et qui doit pouvoir compter sur une certaine souplesse pour répondre en termes politiques à la lutte de classes ; là encore, les exemples de l'Argentine depuis la chute de la dictature ou des États-Unis depuis toujours, ou encore ceux de l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle ou de la France sous la III<sup>e</sup> République, le prouvent, avec leur alternance entre deux partis ou camps bourgeois d'orientation et de colorations différentes (nul ne peut nier la diversité des partis bourgeois, des fractions et sous-fractions de la bourgeoisie). — Deuxièmement, contrairement à ce que tu sembles suggérer, la défaite de la gauche plurielle le 21 avril 2002 ne prouve nullement que le PS ne soit pas considéré par la bourgeoisie comme l'un de ses partis : cette interprétation nous semble complètement erronée. En effet, d'une part, encore une fois, l'alternance est un excellent moyen pour mener une politique de contre-réformes, car elle permet de pallier l'usure inévitable des gouvernements ; mais surtout, c'est bien évidemment parce qu'une partie importante de la classe ouvrière consciente a décidé de sanctionner la gauche plurielle par l'abstention et le vote d'extrême gauche, et non parce que la bourgeoisie aurait voulu s'en débarrasser, que la gauche plurielle a été défaite le 21 avril : de fait, ce n'est pas tellement le PS qui s'est effondré, mais avant tout le PC : les bourgeois « de gauche », les cadres et les fractions supérieures du salariat qui votent PS, ne lui ont pas été infidèles (sauf les enseignants, dont une partie a choisi Chevènement ou Besancenot pour se venger d'Allegre) ; et surtout, c'est la division de la gauche dans le cadre d'un scrutin présidentiel qui a fait échouer Jospin, et non réellement une baisse absolue du nombre de voix « de gauche » (sauf les 5% voix reportées sur l'extrême gauche, typiquement celles de Besancenot, qui se sont ajoutées à celles de Laguiller, dont la progression depuis 1995 semble due plutôt aux ex-électeurs du PC).

(b) Tu avances ensuite ta conclusion, censée découler des arguments précédents ; comme telle, cette conclusion, qui nous semble fautive, n'est pas elle-même argumentée et donc difficilement réfutable. Tu écris : « Dans le cas du PS français, sa tendance à rompre ses liens avec le mouvement ouvrier pour évoluer en parti de type démocrate-chétien (Rocard-Delors-Aubry) ou démocrate à l'américaine (Fabius-DSK) se heurte aux rapports de classe et à la place que, pour des raisons historiques et non en raison de la "nature" de ses dirigeants bourgeois, il y occupe, ce qui fait que toute avancée sérieuse en ce sens entraîne, non pas sa métamorphose, mais sa liquidation en ouvrant un espace sur sa gauche que la bourgeoisie lui demande alors de combler, ce qui est, il est vrai et c'est tant mieux, de plus en plus difficile. » Cette affirmation nous semble convenue. Les « raisons historiques » ne sont pas éternelles (quant à ton allusion à la « nature » des dirigeants, sur laquelle nous nous sommes déjà prononcés ci-dessus, elle ne concerne pas à nos arguments) ; or il s'agit précisément de prendre la mesure d'une évolution. De même les « rapports de classe » ne sont pas les mêmes aujourd'hui qu'hier ; mais cela renvoie à la question de ce que nous considérons être une crise de la conscience de classe, sur laquelle nous reviendrons plus loin. Nous ne voyons aucune « tendance à la liquidation du PS » — encore une fois, il ne s'est pas mal sorti des élections de juin 2002 et il ne subit en aucun cas une hémorragie militante ou un effondrement financier, gardant au contraire tous ses soutiens bourgeois et

petits-bourgeois — même s'il est vrai qu'il a du souci à se faire avec la liste LO-LCR, qui cependant risque de lui faire perdre des sièges, mais non réellement des voix, car il va y avoir manifestement une certaine volonté des électeurs de « gauche » de signifier que le PS était quand même moins pire que la droite ; en fait, en ce qui concerne les voix, c'est plutôt le PCF qui va (encore) pâtir de l'accord LO-LCR) ; par ailleurs, la relative inertie du PS depuis 2002, l'échec patent de Nouveau monde et de NPS, incapables de se différencier réellement au congrès de mai, le refus de la direction (et pas seulement de Delors-Aubry, Rocard ou Fabius-DSK) de soutenir réellement, ne fût-ce que du bout des lèvres (et contrairement à ce qu'elle avait fait encore en 1995), le mouvement de mai-juin, enfin le refus de se poser comme alternative ne fût-ce que dans le cadre des prochaines élections — tout cela ne prouve-t-il pas que, sans subir une quelconque « tendance à la liquidation », le PS est devenu un parti bourgeois qui se contente d'attendre bien sagement que le calendrier électoral lui donne l'occasion de revenir dans le cadre institutionnel — et qui en attendant continue de mener sa politique réactionnaire dans les régions, les conseils généraux et les conseils municipaux ?

(c) Ce que tu dis sur le SPD et le Labour Party nous a tout d'abord surpris : selon toi « les cas allemand et britannique sont différents et donnent plus de prise à l'analyse selon laquelle ces partis ont "muté" » — même si tu précises que, « là aussi, il ne faut pas s'en tenir à des formules générales et il faut voir concrètement comment ça se passe ». Cela nous a surpris car nous avons plutôt tendance à penser que la « bourgeoisisation » du SPD et du Labour était au contraire moins avancée que celle du PS français — comme en témoigne la formulation même de notre « Projet de programme CRI », que tu ne sembles donc pas avoir remarquée (« Les PS, écrivions-nous, sont devenus ou sont en train de devenir des partis purement bourgeois, ce processus étant *quasi-achevé* dans des pays comme la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, et *déjà très avancé* en Angleterre (*New Labour*) et en Allemagne. ») Cependant, il est clair, maintenant que nous connaissons mieux ces partis, que la logique même de notre argumentation (ici présentée, mais que nous avons déjà développée à l'occasion des nombreuses discussions que nous avons eues avec différents militants et groupes — tous des ex- de l'OCI, comme par hasard !), centrée sur la question du programme, de l'idéologie et des références, tend à nous faire caractériser le SPD et plus évidemment encore le Labour (et bientôt le PT brésilien...) comme étant devenus eux aussi, en tant que partis, des partis bourgeois. Cependant, la raison de notre hésitation était réelle, et elle fait que nous pensons encore aujourd'hui que la situation du SPD et du LP reste malgré tout très différente de celle du PS : c'est-à-dire qu'il y a en leur sein des forces beaucoup plus puissantes qui s'opposent justement à cette transformation, au nom du réformisme traditionnel (de l'après-Yalta).

La raison en est notamment le lien organique extrêmement fort avec le syndicat ouvrier national (lui-même très puissant ou du moins massif dans ces pays-là) du SPD et du Labour ; or ce lien existe à un degré incomparablement plus grand que dans le cas du PS non seulement par leur histoire (et, dans le cas du Labour, par ses statuts mêmes), non seulement par le plus grand nombre et le caractère plus « ouvrier » des membres de ces partis, mais surtout par l'absence de partis communistes de masse et par l'absence d'un syndicat d'origine « jaune » aussi puissant que la CFDT en France. En France, en effet, les liens du PS avec le syndicalisme se réduisent en fait aujourd'hui à des liens politiquement réels, mais quantitativement limités et surtout d'un caractère non organique, en raison à la fois de la tradition du syndicalisme français et, surtout, de l'importance de la CGT toujours dirigée par le PC, d'une part, et de l'éclatement syndical, d'autre part ; du coup, ces liens se réduisent à ceux, limités, de certaines fractions du PS avec la CFDT (qui ne peut être considérée comme un syndicat ouvrier), à ceux, également limités, d'autres fractions du PS avec FO (qui est tout de même un petit syndicat, comme l'ont encore montré sa faible capacité de mobilisation en mai-juin, phénomène qui d'ailleurs explique le caractère plus « gauche » du discours de Blondel — mais évidemment pas de sa fonction !) et enfin à ceux, moins limités, de la direction du PS avec des syndicats comme l'UNSA, notamment l'ex-FEN, mais qui sont vraiment minoritaires.

Enfin, il faut prendre en compte aussi le facteur temps : s'il est vrai, comme tu le rappelles, que la multiplication des éléments pouvant appuyer l'idée d'une transformation du

LP en parti bourgeois date des années 1984-1995, il n'en reste pas moins qu'il n'est revenu au pouvoir pour mener les contre-réformes qu'en 1997 ; et surtout, le SPD, qui avait certes renié toute référence au marxisme en 1959, mais conservé des références à la lutte de classe ou du moins à la défense des intérêts spécifiques du prolétariat, n'est revenu au pouvoir qu'en 1998. Dès lors, il est normal que l'évolution de ces partis, notamment du point de vue de l'idée que la bourgeoisie s'en fait, ne soit pas la même qu'en France, dans la mesure où la bourgeoisie (ou, en Grande-Bretagne, la majorité de la bourgeoisie) pouvait ne pas être certaine de la capacité du Labour et surtout du SPD à contenir la classe ouvrière — même si, notamment en Grande-Bretagne, mais aussi en Allemagne, il ne faut tout de même pas négliger le phénomène d'usure du pouvoir, source de risques d'explosion sociale, qui frappait les droites anglaise et allemande. Nous sommes donc d'accord avec toi quand tu écris que « le SPD n'a pas du tout été considéré par le capital allemand comme son gestionnaire naturel depuis le début des années 1980, où il a été viré, et pendant la période clef de la pseudo-réunification et de Maastricht. Sa victoire électorale (...) en 1998 (...) est incontestablement une victoire des masses. » (Passons sur le fait que nous ne parlerions pas pour notre part unilatéralement de « victoire », justement parce qu'une fraction de la bourgeoisie a elle aussi soutenu Schröder, dans l'idée précisément que Kohl était trop usé pour mener à bien, sans risque social majeur, la politique qu'elle exigeait de lui.)

En un mot, nous sommes donc d'accord pour dire que, en effet, « ce qui fait l'efficacité de Blair pour la bourgeoisie, (ce sont) encore les liens entre les syndicats et le "New Labour" » — qui font que tout « cela ne va pas de soi », c'est-à-dire qu'il y a de fortes résistances de gauche à cette transformation du Labour ; et nous sommes également d'accord pour considérer que « la politique (du SPD) au gouvernement, de contre-réformes, a produit des crises sérieuses dans ses rangs jusqu'aux sommets (démission de Lafontaine) puis dans les syndicats (aujourd'hui dans l'IG-Metal) ». Mais précisément, pour en revenir au PS français, on ne peut que constater l'absence d'une réaction analogue en son sein depuis des années : finalement, les seules crises un tant soit peu sérieuses qu'il ait connues dans les années 1990 sont le départ de Chevènement et l'épisode des zig-zag droite (Rocard)-« gauche » (Emmanuelli) des années 1993-1995, qui ne sont pas négligeables, mais qui ne sont tout de même pas les produits directs de la résistance ouvrière dans son expression réformiste traditionnelle : cela n'a rien eu à voir avec ce qui est se passe dans le LP et surtout dans le SPD, sans parler évidemment des processus en cours dans le PT brésilien.

Quoiqu'il en soit, la principale question politique que posent ces phénomènes de résistance des réformistes traditionnels, qui reflète la résistance de la classe ouvrière elle-même, est de toute façon vouée à l'échec. Ce serait une illusion de croire que Lafontaine puisse reconquérir la direction du SPD — ou que DS et O'Trabalho puissent respectivement « gauchir » ou « sauver » le PT brésilien... Si le processus de transformation des partis social-démocrates est irréversible et inéluctable, c'est que le type d'ordre social bourgeois qui a permis leur puissance au XXe siècle est révolu depuis la fin de la période des « Trente glorieuses » et de la guerre froide. Il est clair que la bourgeoisie saura trouver des moyens pour désamorcer les crises sociales et politiques, recourir à tel ou tel parti, faire telles ou telles concessions, etc. ; mais *la social-démocratie traditionnelle, — pour ne pas parler du stalinisme — est morte* : comme nous avons essayé de le dire dans notre « Projet de programme CRI », la crise de la direction du prolétariat a débouché aujourd'hui sur une crise du mouvement ouvrier lui-même (et corrélativement de la conscience de classe, nous allons y revenir). Le vieux mouvement ouvrier est mort, il s'agit de reconstruire un nouveau mouvement ouvrier, qui soit débarrassé aussi bien du stalinisme que des illusions réformistes de toutes sortes.

4) Enfin, tu ajoutes à ton argumentation qu'« il n'y a (...) pas de muraille de Chine entre l'évolution des appareils du PS, du SPD ou du Labour et celle des syndicats. C'est l'analyse lamberto-hébertiste qui veut que, alors que le PS est pratiquement un parti pétainiste, les "confédérations" CGT et surtout FO sont porteuses du fluide magique nommé "indépendance de classe". [Etc.] » Nous sommes globalement d'accord avec cette idée ; mais nous ajouterions cependant que l'analyse lamberto-hébertiste (même si nous sommes manifestement d'accord sur sa

fonction collaboratrice) a en elle-même un grain de vérité : comme tu le soulignes toi-même et comme nous venons d'y insister, les liens sont organiques entre le Labour ou le SPD et les syndicats ouvriers, eux-mêmes très puissants ; mais, encore une fois, pour les raisons que nous avons vues (idéologie de la Charte d'Amiens — réduite il est vrai à l'apolitisme vulgaire tant par Blondel que par Lamber-Hébert —, importance de la CGT liée au PC et poids de la CFDT qui n'appartient pas au mouvement ouvrier traditionnel), on ne peut justement pas comparer sérieusement les liens syndicaux du PS avec ceux de ses homologues allemand et britannique. Or cela conduit *de fait* à une certaine « autonomie » (évidemment très relative) de l'évolution des bureaucraties syndicales : on ne peut nier que les syndicats français (CGT, FSU, FO) soient nettement parmi les moins « à droite » des syndicats d'Europe et d'Amérique ; le caractère « contestataire » des syndicats français étonne toujours les observateurs étrangers ; et la récente signature de l'accord sur la formation professionnelle aurait été considérée comme normale en Allemagne, alors que tout le monde en France l'a perçue comme un tournant, comme le signe d'un « assagissement » de la CGT, première centrale syndicale... Cela n'enlève évidemment rien à l'identité de nature entre les bureaucraties syndicales des différents pays ; il s'agit simplement de différences, qui peuvent ne pas être négligables tant pour la tactique que pour les rythmes et les modalités de l'évolution, mais qui bien sûr ne changent rien à la caractérisation générale. De même, il n'y a pas de différence de nature entre le SPD, le Labour et le PS, mais seulement des différences historiques, des différences de physiologie et des différences dans le rythme de la transformation.

Pour finir, tu donnes ce qui est finalement un dernier argument, et qui se veut même un argument de bon sens : tu fais remarquer, au sujet de faits récents comme la contestation des syndicalistes réformistes traditionnels au sein du Labour et du SPD ou encore « l'ovation orchestrée de B.Thibault au congrès du PS juste après la poussée vers la grève générale du 13 mai et des jours suivant en France », que « ce genre de choses n'arrivent ni aux démocrates-chrétiens, ni à l'UMP, ni aux démocrates US ». Certes. Mais, premièrement, cette « ovation » signifie certainement davantage une évolution de la CGT vers le syndicalisme d'accompagnement à la CFDT que la persistance d'une tradition « ouvrière » du PS (sans parler de son rôle dans le cadre de la liquidation des courants NPS et NM par la direction, qui supposait un discours « gauche » contre la réforme Fillon, aussitôt volatilisée une fois le résultat atteint, c'est-à-dire dès le lendemain du congrès, *malgré* la poursuite de la mobilisation contre la réforme Fillon). Deuxièmement, nous ne nions pas qu'il y ait des différences entre le PS et l'UMP, nous nions que ces différences fassent encore aujourd'hui du PS un parti ouvrier-bourgeois. En troisième lieu, il est clair que la transformation dont nous parlons — et dont le degré d'achèvement, si l'on peut dire, est variable selon les pays — est un phénomène encore très « frais » d'un point de vue historique, et les ex-partis ouvrier-bourgeois ne peuvent donc être déjà complètement débarrassés des stigmates de leur passé (de même que, *mutatis mutandis*, les traces d'idéologie et de références ouvertement marxistes sont longtemps restées dans les discours du SPD ou de la SFIO, des années et des années après leur trahison du marxisme dans les faits) ; en un mot, nous ne nions pas qu'il y ait encore des syndicalistes réformistes traditionnels qui ont leur carte au PS (cela dit, on pourrait, pour rigoler, se demander s'il y a plus de syndicalistes FO qui ont leur carte du PS que de syndicalistes FO qui ont leur carte de l'UMP ! Cf. les fameux accords Lambert-Chirac au sein de FO depuis bien longtemps ; nous connaissons pour notre part des syndiqués FO qui se réclament du gaullisme, et qui ne sont d'ailleurs pas nécessairement les plus pourris, même quand on les compare aux lambertistes...). Enfin, le cas du parti démocrate américain, sur lequel tu termines, est certainement le plus mauvais argument que tu pouvais donner à l'appui de ton idée : la nature et l'existence de ce parti dans le cadre du bipartisme séculaire aux États-Unis montre très exactement ce que le PS, le SPD et le Labour sont en train d'achever de devenir : c'est incontestablement un parti bourgeois (il a toujours eu un programme intégralement capitaliste, il n'a jamais eu de référence à la lutte de classes), mais c'est un parti bourgeois qui se différencie non moins incontestablement du parti républicain (il y a des nuances notables entre leurs programmes, disons en gros que le parti démocrate représente, exception faite des descendants des esclavagistes sudistes, davantage la petite bourgeoisie et les couches supérieures du salariat, et qu'il a par là même une fibre et même une pratique « sociales » que le parti républicain n'a pas) ; or *le parti démocrate n'en est pas moins étroitement lié à l'AFL-CIO* : contrairement à ce que pourrait suggérer ta référence à l'ovation de Thibault au dernier congrès du PS, tout le monde sait que les congrès, instances et réunions du parti démocrate sont remplis de syndicalistes AFL-CIO ; tout le monde sait aussi que les fonds aussi bien

que les voix du parti démocrate sont rassemblés dans la classe ouvrière avant tout par l'AFL-CIO ; or, y a-t-il une différence de nature entre l'AFL-CIO, d'une part, les syndicats européens, de l'autre ? L'AFL-CIO en est-elle pour autant une organisation qui ne relève pas du mouvement ouvrier traditionnel ? Non. Donc les forts liens d'un parti avec une centrale syndicale réformiste ne suffisent pas à définir ce parti comme un parti ouvrier-bourgeois. (L'exemple de l'Argentine va dans le même sens.)

## *2. Sur la crise de la conscience de classe*

Tu en arrives ensuite à la question de « la conscience de classe elle-même ». Tout en précisant qu'« il serait nécessaire de faire une analyse plus précise et plus concrète des évolutions des dernières décennies » car « les situations sont variables et la conscience de classe a connu des évolutions simultanées parfois contradictoires » (cela, ainsi dit, ne peut évidemment que susciter notre approbation...), c'est en accord avec nous que tu écris : « La classe a à la fois perdu confiance en ses "partis traditionnels", mais sans rechercher immédiatement une alternative, et perdu l'idée d'un but révolutionnaire renversant le capitalisme que nous avons encore dans les secteurs de la classe qui soutiennent le PCF, et aussi dans ceux qui soutiennent la SFIO, il y a quarante ans. » Nous sommes également plutôt d'accord avec l'idée qu'il est hors de question de tomber dans les « jérémiades des nostalgiques de Yalta qui sont très nombreux et qui encombrant le paysage » et plus généralement dans les discours lénifiants, parfois sous couvert de « trotskysme », sur l'URSS ; mais nous n'irions pas jusqu'à dire que « l'effondrement des régimes staliniens, même sous la forme qu'elle a prise, est la meilleure chose qui pouvait arriver pour la conscience de classe, à terme », dans la mesure où la « meilleure chose qui pouvait arriver pour la conscience de classe », c'était tout de même le combat communiste révolutionnaire de la classe ouvrière mondiale pour renverser la bureaucratie stalinienne, pour écraser la direction des PC et, en URSS même, pour prendre elle-même en main la gestion de l'économie nationalisée, substituant le collectivisme démocratique au collectivisme bureaucratique ; nous nous doutons que tu es d'accord avec cela ainsi dit, mais il vaut mieux le dire, car il nous semble qu'il faut faire tout autant attention à ne pas tomber dans la « nostalgie de Yalta » que dans l'ambiguïté vis-à-vis du « triomphalisme » libéral béat de l'idéologie soi-disant « démocratique » des médias et des intellectuels bourgeois.

Nous ne dirions pas non plus que la conscience de classe « a évolué sans doute beaucoup plus sous le coup des facteurs "objectifs" (dus eux aussi à la trahison des appareils), précarité, réorganisation "toyotiste" des entreprises, etc., qui l'ont atomisée et ont fait perdre, dans la jeunesse ouvrière depuis une grosse vingtaine d'année, le sentiment d'appartenance de classe ». En effet, nous ne dirions pas seulement entre parenthèses que, si les facteurs objectifs, en eux-mêmes très importants, ont pu triompher, imposer leur déterminisme de fer, c'est bien grâce à la trahison des appareils : ce point est fondamental pour comprendre ce qui s'est joué dans les années 1970, on ne doit pas tomber dans l'illusion rétrospective d'une quelconque fatalité de la victoire de la bourgeoisie dans le cycle ascendant de la lutte de classes ouvert en 1968 ; en particulier, dans une époque marquée par les processus révolutionnaires du Portugal, de l'Espagne et de l'Amérique latine, et par de fortes luttes de classe en Italie et en France, la crise des PC de l'Europe latine et méditerranéenne en perte de vitesse progressive mais constante, n'aurait pas dû signifier automatiquement la recomposition et le regain de puissance des PS, mais aurait pu permettre la construction de véritables partis révolutionnaires de masse, si la politique des organisations se réclamant de la IVe Internationale, dont la progression aurait alors été beaucoup plus importante qu'elle ne l'a été, n'avait pas été capitulaire (capitulation du SU face aux mouvements guerillistes et, toujours, au stalinisme, mais aussi opportunisme de l'OCI vis-à-vis du PS, dont elle a fait le lit au lieu de proposer une perspective politique autonome — qui ne s'opposait pas à l'exigence du front unique pour chasser Giscard et en finir avec le régime, mais devait au contraire se combiner à cette tactique ; passons ici sur les analyses économiques erronées et surtout sur les méthodes sectaires et parfois nauséabondes de l'OCI, qui ne sont cependant pas sans lien, les unes comme les autres, avec l'opportunisme pratique à tous les niveaux — PS, FO, FEN, UNEF). En un mot, justement parce que nous sommes d'accord avec toi pour dire que la « "conscience de classe" n'est pas une catégorie indépendante (sinon on tombe dans l'idéalisme le plus total) », il nous semble nécessaire de ne pas séparer et « hiérarchiser » les facteurs objectifs et subjectifs de la conscience de classe, mais de comprendre le rôle que les appareils non seulement des organisations ouvrières-

bourgeoises traditionnelles, mais aussi des partis se réclamant du « trotskysme », ont joué, ayant chacun une part de responsabilité, grande ou petite, dans la capacité qu'a eue la bourgeoisie à imposer de nouvelles méthodes de production, de régulation de l'économie capitaliste et d'organisation de son pouvoir politique.

Enfin, nous pensons que tu fais preuve d'une sous-estimation spontanéiste de la crise de la conscience de classe en même temps que d'une certaine confusion théorique, lorsque tu écris que « le sentiment d'appartenance de classe (...) revient au galot dès qu'il y a lutte de classe. Au total, je pense donc qu'il faut être très très prudent avec cette idée selon laquelle il y a crise de la conscience de classe. » En effet, le « sentiment d'appartenance de classe », c'est-à-dire le fait, pour les travailleurs, de prendre conscience dans les luttes que leurs intérêts sont communs et contradictoires avec ceux des patrons soutenus par le gouvernement, ne saurait suffire à définir le concept de « conscience de classe » au sens marxiste du terme. Car celle-ci se confond avec la conscience socialiste, alors que le simple « sentiment d'appartenance de classe » n'est en fait que le degré « trade-unioniste », donc primitif, pré-politique, de la conscience ouvrière. Seul un parti socialiste peut forger la conscience socialiste de la classe ouvrière et, en particulier, seul un parti marxiste révolutionnaire peut forger sa conscience marxiste révolutionnaire, stade suprême du développement de la conscience ouvrière socialiste. On en arrive ici à la question du parti, donc d'abord et avant tout à la question du programme...

### ***III. Sur la question du programme et, par là même, sur la question du parti...***

Suivant un plan spécialement conçu pour les fêrus de la dialectique, nous pouvons maintenant, après avoir critiqué les deux premiers « moments » de ton orientation politique — le « fondement » (métaphysique) de ton appréciation de la situation objective, d'une part, et tes arguments (trop faibles) appuyant ton analyse du « facteur subjectif », d'autre part —, en arriver à leur synthèse, c'est-à-dire la question du programme et donc celle du parti.

Commençons par la manière dont tu conçois l'idée et la méthode du « Programme de transition » — tes remarques à ce sujet constituant en réalité l'essentiel de tes CPPCRI. De fait, c'est là que doit se concentrer la principale discussion politique entre nous, discussion intéressante et stimulante — discussion nécessaire.

#### *1) Sur l'idée et la méthode du « Programme de transition » — et du programme marxiste révolutionnaire en général*

Tu développes une certaine conception de ce que doit être un « programme de transition ». Et c'est en fait à partir de cette conception que tu critiques ce que tu considères être la nôtre et son résultat concret, savoir notre PPCRI. Autrement dit, tu juges notre projet de programme réel à partir de l'idée que tu te fais du programme... Or nous pensons que ton idée non seulement n'est pas la même que celle de Trotsky, mais surtout qu'elle est erronée.

Selon toi, un « programme de transition » conçu comme Trotsky a conçu celui de 1938 doit avoir pour « socle indispensable » le « regroupement pour poser la question du pouvoir et ouvrir des perspectives à notre classe ». En revanche, le programme de transition ne doit pas être compris comme cherchant à établir « un pont » entre des revendications immédiates ou minimales des masses et le programme de la révolution socialiste (formule de Trotsky qui serait selon toi « trop générale »). Dans ton texte PRCP, cette opposition prend la forme d'un plaidoyer pour un « programme d'action » articulé sur « l'objectif en France de renverser le gouvernement, le président, le régime et d'imposer la démocratie » (p. 28), non pas comme objectif lointain, mais dans l'idée qu'« un autre régime est possible ici et maintenant » (p. 30) ; et tu opposes expressément ce « programme d'action », que tu qualifies avec insistance de « programme pour le concret » (p. 31) ou de « programme dans le concret » (p. 30, p. 37) ou encore de « programme concret » tout court (p. 38), à l'idée de ce que tu appelles ironiquement « des programmes extrêmement

complets » produits par de « petites fractions (...) qui se condamnent par là même à piétiner dans le combat pour ce ‘parti’ qu’elles appellent de leurs vœux » (p. 29), « programmes soi-disant complets » (p. 30), « programmes achevés, généraux, abstraits » (p. 31)...

Manifestement, tu poursuis ce faisant l’objectif très juste de dénoncer le dogmatisme, l’auto-proclamation vaine et le manque de perspectives politiques concrètes de groupes qui se contentent de rabâcher des « principes » et quelques passages du *Programme de transition* de 1938 quelles que soient les circonstances. Et nous sommes d’accord quant tu écris que le « pont » dont parle Trotsky dans le *Programme de transition* de 1938 n’est pas un pont qui, partant des revendications transitoires, mènerait vers « l’étage inférieur du socialisme », mais plutôt un pont menant « seulement » vers la « perspective de la prise du pouvoir » — perspective qui permet « l’unification de toutes les revendications, de tous les mouvements du prolétariat », qui est définie par l’objectif d’ « affronter l’État central bourgeois, le renverser, y porter ses organisations [celles du prolétariat] au pouvoir, s’auto-organiser pour l’exercice direct du pouvoir au bout du compte (...) ».

Cependant, tu ne t’en tiens malheureusement pas à cette interprétation générale apparemment correcte<sup>3</sup>. À force d’opposer formellement (donc faussement) l’idéologie et le « concret » et d’invoquer la nécessité de « l’action », tu en arrives (peut-être par souci de suivre le fameux exemple de Lénine que tu analyses toi-même...), à « tordre le bâton dans l’autre sens », c’est-à-dire en fait à retomber dans l’opposition formelle entre « programme minimum » et « programme maximum ». Sauf que, *en raison de ta croyance en un caractère « plus que jamais révolutionnaire » de la situation*, cette opposition est elle-même décalée d’une manière fort étrange : ton « programme minimum », sous le nom de « programme d’action » ou de « programme concret », ce n’est rien de moins que le renversement du régime « ici et maintenant » ! Et le « programme maximum », dont du coup tu ne veux surtout pas entendre parler, c’est « l’étage inférieur du socialisme »... Et, critiquant notre « Projet de programme CRI » auquel tu reproches d’être un « catalogue » de revendications, que tu estimes « extrêmement détaché des tâches politiques présentes » et dont tu écris même qu’ « il ne s’agit en réalité pas d’un projet de programme, mais d’un document de réflexion politique » — tu soutiens qu’un « programme de transition » ou « programme d’action » doit se limiter à quelques revendications « choisies pour leur centralité », être bref et percutant, simple et populaire...

Or cette conception de l’idée même d’un programme *de transition* nous semble erronée. Si la situation était révolutionnaire, c’est-à-dire si les masses en lutte s’orientaient aujourd’hui vers la constitution d’organes de double pouvoir, alors nous n’aurions pas besoin d’un « programme de transition » ; alors, en effet, nous aurions besoin de quelque chose comme ton programme d’action, puisqu’alors la possibilité objective immédiate et donc l’orientation politique révolutionnaire correcte, serait celles du renversement non seulement du gouvernement (en France, le gouvernement Chirac-Raffarin), mais aussi du régime (la Ve République). Mais, *précisément parce que la situation n’est absolument pas révolutionnaire*, ni même d’ailleurs prérévolutionnaire dans la plupart des pays du monde<sup>4</sup>, nous avons besoin d’un programme *de transition* et non d’un programme de conquête de pouvoir, réduit à quelques mots d’ordre simples (du type : « marchons sur Versailles pour liquider la clique de Thiers » — mot d’ordre qui aurait dû être avancé par un parti communiste révolutionnaire pendant la Commune de Paris — ou « pour le pain, la terre, la paix : tout le pouvoir aux soviets », mot d’ordre du parti bolchevik après avril 1917...). Et c’est pour cette raison que le programme de transition dont nous avons besoin doit avoir pour fil

<sup>3</sup> En fait, nous verrons ci-dessous que si on relit dans le détail et en entier ce passage de ton texte (dont nous ne donnons ici qu’un extrait), on s’aperçoit que ton propos est en fait beaucoup plus ambigu qu’il ne le paraît...

<sup>4</sup> Nous connaissons tous la définition que donne Lénine d’une « situation révolutionnaire » dans *Le Gauchisme, maladie infantile du communisme*. Le concept de période « prérévolutionnaire » est, en revanche, plus difficile à définir. D’un point de vue général, c’est une période où, sans que la paix sociale entre les classes soit obtenue, la bourgeoisie et son État parviennent à contenir la lutte de classes ; plus concrètement, ce peut être ou bien une période de montée effective de la lutte de classe, susceptible de déboucher sur une explosion révolutionnaire (même si cela n’a évidemment rien d’automatique), ou bien, en un sens plus large, une période qui, d’un strict point de vue chronologique, précède une explosion révolutionnaire sans que, pour autant, la lutte de classe soit immédiatement ascendante. Manifestement, c’est dans ce second sens que, dans le *Programme de transition* de 1938, Trotsky entend le terme, puisqu’il caractérise la période de « prérévolutionnaire » *tout en ayant parfaitement conscience du reflux de la lutte de classes dans l’immédiat*, en cette période de défaite de la révolution en France et de liquidation sanglante de la révolution espagnole — mais aussi en cette veille de la Seconde Guerre mondiale, dont il pense qu’elle va déboucher rapidement (en quelques années, à l’image de la Première Guerre mondiale) sur la révolution mondiale.

directeur *non pas la mobilisation des masses pour la conquête du pouvoir « ici et maintenant », qui n'est absolument pas à l'ordre du jour* (et qui ne l'était pas en mai-juin 2003), mais « la mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme **préparation** à la prise de pouvoir » — ce qui est le véritable nom du programme de 1938, et qui ne constitue pas une nuance, mais une différence essentielle dans la stratégie révolutionnaire à mettre en œuvre. Il y a, dans l'esprit de Trotsky, *identité* absolue entre les termes *transitoires* et *préparatoires*. De fait, il faut choisir (et tu nous permettras de schématiser l'alternative, quitte à sembler manquer de sens dialectique...) : *ou bien* nous sommes dans une période révolutionnaire, et alors nous avons besoin d'un programme d'action révolutionnaire qui n'est plus un programme transitoire, *ou bien* la période n'est pas encore révolutionnaire, et alors nous avons besoin d'un programme transitoire qui s'articule sur la *perspective* de la prise de pouvoir, mais qui, considérant la situation telle qu'elle est et non telle qu'on voudrait qu'elle soit, ne prenne pas celle-ci pour un objectif *immédiat*.

Tu connais sans doute les comptes-rendus de discussion entre Trotsky et les dirigeants du SWP sur le *Programme de transition*, publiés notamment par la LCR dans les années 1970 (nous reprendrons ici des citations données dans l'« Introduction » présentant le *Programme de transition* aux éditions La Brèche, 1983). Qu'est-ce que le *Programme de transition* de 1938 pour Trotsky ? S'agit-il d'un programme d'action au sens d'un programme simple, populaire, réduit à quelques mots d'ordre centraux pour mobiliser les masses pour la prise du pouvoir « ici et maintenant » ? Non. « Ce programme est la concrétisation de l'expérience collective des révolutionnaires », dit Trotsky. C'est pourquoi il est (et devait être) long et d'une richesse foisonnante, abordant une multiplicité de problèmes aussi bien théoriques et idéologiques que pratiques, stratégiques et même tactiques. Même si l'on admet qu'il contient certains passages qui, à la limite, ne devraient pas figurer dans un programme de transition selon le concept « pur » du programme de transition (« nous pouvons dire, explique Trotsky, qu'il y a des choses qui, par leur nature même, ne concernent pas le programme, le programme ne contient pas seulement des mots d'ordre, mais également des commentaires et des polémiques contre ses adversaires »), il est cependant loin d'être trop long, c'est-à-dire plus précisément de trop prétendre à être « complet », comme du dirais, mais au contraire *il ne l'est pas assez* : « Ce projet de programme, dit Trotsky, n'est pas un programme complet. (...) Un programme complet devrait donner une expression théorique de la société capitaliste moderne dans sa phase impérialiste. Les raisons de la crise, l'augmentation du chômage, etc. » *La conception que Trotsky se fait du programme de transition est donc à l'opposé de la tienne*, puisque tu soutiens au contraire que tout ce qui constitue la première partie de notre texte (« un document amorçant — selon tes termes — l'étude des caractères de l'époque actuelle ») « ne relève pas (...) de la catégorie des textes types "programme de transition" ou "programmes d'actions" » !<sup>5</sup>

Trotsky déclare encore : « Il (le programme de 1938) est trop général dans la façon dont il est présenté... Il exprime la tendance générale du développement mondial... Il est évident que les caractéristiques générales de la situation mondiale sont semblables car elles subissent toutes la pression de l'économie impérialiste, mais chaque pays a ses conditions particulières, et une politique réaliste doit commencer par considérer ces conditions particulières dans chaque pays, et même chaque partie du pays. » Pour Trotsky, le programme devait donc être complété et non abrégé ! Par ailleurs, « la fin du programme n'est pas non plus complète, car *nous n'y parlons pas de la révolution sociale, de la prise du pouvoir à travers l'insurrection, de la transformation de la société capitaliste en dictature, et de la dictature en société socialiste*. Cela ne mène le lecteur que sur le pas de la porte. » (Nous soulignons.) Or cela est dû précisément à la nature même d'un

<sup>5</sup> Cette conception de Trotsky était également celle de Lénine qui, par exemple, lors de la discussion sur la modification du programme du Parti bolchevik en mars 1919, déclarait : « *Nous sommes tenus de partir de cette idée marxiste reconnue de tous, qu'un programme doit être édifié sur une base scientifique. (...) Nous nous sommes réunis ici, nous dirigeants idéologiques, et nous devons dire aux masses : 'Nous avons éduqué le prolétariat et nous sommes partis, toujours et avant tout, d'une analyse économique exacte'.* » Et Lénine d'expliquer : « *Il [le programme] doit expliquer aux masses comment la révolution communiste est née, pourquoi elle est inévitable, quelle est sa signification, son essence et sa force, ce qu'elle doit résoudre. Notre programme doit être un guide pour la propagande (...). Dans notre programme, chaque paragraphe représente ce que doit savoir, assimiler et comprendre tout travailleur. S'il ne comprend pas que la petite paysannerie et l'économie artisanale engendrent inéluctablement et nécessairement ce capitalisme en permanence, s'il ne comprend pas cela, alors se déclarerait-il cent fois communiste et ferait-il étalage du communisme le plus radical, ce communisme-là ne vaudrait pas un liard. Nous n'apprécions le communisme que lorsqu'il est économiquement fondé.* » (« Rapport sur le programme du parti », VIIIe Congrès du P.C.(b)R., 19 mars 1919, in Lénine, *Œuvres complètes*, tome XXIX, p. 190-192.)

programme *de transition*, qui n'est justement pas le programme *de* la prise de pouvoir, mais de la mobilisation des masses *préparatoire* à la prise du pouvoir. En voici une nouvelle preuve : il ne s'agit pas d'un programme « populaire », destiné à être largement diffusé aux travailleurs du rang ; mais c'est expressément *un programme destiné à la seule avant-garde du prolétariat* : « Ce programme, dit Trotsky, est un programme scientifique. Il est basé sur une analyse objective de la situation objective. Il ne peut être compris dans son ensemble par les ouvriers. Il serait très bien que l'avant-garde le comprenne dans la prochaine période et qu'alors elle s'adresse aux ouvriers... Nous ne pouvons soulever que l'avant-garde, mais cette avant-garde doit soulever les autres. »

Or ce programme long et pourtant pas assez long, ce programme destiné à l'avant-garde et non à la masse, en est-il moins pour autant un « programme d'action » ? Est-ce pour autant un programme purement « idéologique » ou « général, abstrait », comme tu dirais ? Non. Il n'y a pas d'opposition abstraite, mécanique (non dialectique...) entre le programme de transition *ainsi conçu* et un programme d'action. « C'est un programme d'action », dit Trotsky. C'est même un programme d'action à durée déterminée, en quelque sorte : « C'est un programme d'action d'aujourd'hui jusqu'au début de la révolution socialiste » (c'est-à-dire en fait, si l'on rattache cette phrase à celles citées précédemment, jusqu'à ce que la situation redevienne ouvertement révolutionnaire et que la question de la prise du pouvoir soit concrètement posée). Car « *du point de vue pratique*, ce qui est *actuellement* le plus important est de savoir comment nous pouvons diriger les différentes couches du prolétariat dans la voie de la révolution sociale. » (Nous soulignons.) En ce sens, comme le fait remarquer à juste titre le préfacier anonyme du *Programme de transition* aux éditions La Brèche, le programme de transition est un programme d'action, mais qui se distingue nettement du programme d'action de la Ligue communiste (française) de 1934. Pourquoi ? Précisément parce que, à partir des 6-12 février 1934, la situation commence à devenir révolutionnaire en France (elle l'est déjà en Espagne), de sorte qu'il convient de proposer aux masses un programme d'action bref, simple et axé sur la possibilité objective de la prise du pouvoir par le prolétariat dans les meilleurs délais. Est-ce encore le cas en septembre 1938 ? Non. La grève générale en 1936 en France a été trahie par la SFIO et le PCF, la bourgeoisie a repris directement les affaires de l'État en mains ; la révolution espagnole vit ses dernières heures ; la Seconde guerre mondiale se rapproche à grandes enjambées, et Trotsky le sait mieux que personne ; la révolution n'est donc pas à l'ordre du jour dans l'immédiat, la situation ne redeviendra révolutionnaire qu'avec le développement même de la guerre impérialiste, rendant possible sa transformation en guerre civile.

En un mot, il ressort clairement de la discussion de Trotsky avec les dirigeants du SWP sur la nature et la fonction du *Programme de transition* de 1938 que la conception que tu te fais de ce que devrait être un programme de transition est éloignée de la sienne. Pour lui, « l'importance (du 'programme de l'époque de transition') est de donner non pas un plan théorique *a priori*, mais de tirer le bilan de l'expérience déjà accumulée des sections. (...) L'adoption de ce programme, préparée et assurée par une longue discussion préalable (...) représente notre conquête principale. » Car le but est de *conquérir la conscience de l'avant-garde et à travers elle la conscience des masses*, en particulier de les arracher aux mensonges social-démocrates et stalinien. D'où la formule du *Programme de transition* à laquelle tu fais dire autre chose que ce qu'elle dit : « *Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la population et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.* » Il est clair, dans ce passage, que Trotsky ne dit pas que les « revendications transitoires » ont comme fonction de rassembler les masses pour prendre le pouvoir (« ici et maintenant »), mais de les *convaincre* que la seule *conclusion* qu'il faille tirer du combat pour les revendications intelligemment formulées par le parti à partir « des conditions actuelles et de la conscience actuelle » des masses, c'est la *nécessité* (et non la *possibilité* immédiate) de la « conquête du pouvoir par le prolétariat<sup>6</sup>. Cela est confirmé par ce que disait Trotsky dans sa conversation avec les

---

<sup>6</sup> En un mot, tout le problème de ton interprétation du concept de « programme de transition » réside donc dans ta tentative de justifier à partir du *Programme* de 1938 ton orientation politique (« chasser ce gouvernement, ce président, ce régime », « ici et maintenant »...), orientation elle-même fondée sur des prémisses fausses selon nous. Or, comme ton orientation politique ne correspond pas à celle préconisée par Trotsky en 1938, tu en arrives à des contorsions interprétatives intenable, essayant de faire toute une distinction subtile là où il n'y en a pas, c'est-à-dire entre le « programme de la révolution socialiste » et « la conquête du pouvoir par le prolétariat ». Ainsi, selon toi, dans le

dirigeants du SWP, expliquant : « Nous ne sommes que l'avant-garde de l'avant-garde. Le programme est adapté aux éléments fondamentaux et stables de la situation objective et notre tâche consiste à adapter la mentalité des masses à ces facteurs objectifs. C'est une tâche pédagogique que d'adapter la mentalité. Nous devons avoir de la patience, etc. La crise de la société est la base pour notre activité. La mentalité est l'arène politique de notre activité. Nous devons la transformer. »

Ta position, au contraire, consistant à croire qu'on peut mobiliser les masses sans programme (même pour « chasser ce gouvernement, ce président, ce régime » !) pourrait se résumer dans cet argument que Bernstein comme les sociaux-démocrates russes de tendance « économiste » du début du XXe siècle (sans oublier, car la coïncidence n'est évidemment pas fortuite, notre camarade Éric Tollenaere au cours de la réunion du 16 novembre !) aimaient utiliser comme argument d'autorité : « Nous continuons, disaient-ils, à invoquer la pensée qu'a exprimée Marx : 'Chaque pas du mouvement réel est plus important qu'une douzaine de programmes'. » Et ils avaient raison de rappeler cette vérité de bon sens contre tous ceux qui voulaient tirer des plans sur la comète ! Cependant, il est clair qu'il ne faut pas aller aussi loin qu'eux dans ce sens : il faut réaffirmer la *nécessité absolue* d'un programme qui — comme le *Manifeste communiste*, le *Programme de transition*, mais aussi les programmes successifs du Parti bolchevik — à la fois rappelle les grands traits de la situation objective et entre un minimum dans le détail des revendications à défendre. À ceux qui utilisaient cette phrase de bon sens de Marx comme argument d'autorité, David Riazanov, social-démocrate russe, marxiste révolutionnaire et excellent connaisseur de Marx, futur fondateur et directeur de l'Institut Marx-Engels de Moscou, et qui n'était d'ailleurs pas bolchevik à cette époque (sans être menchevik...) — D. Riazanov donc répondait par cette autre remarque de bon sens : « Certes chaque pas du mouvement réel est plus important qu'une douzaine de programmes, mais si un mauvais programme peut causer un grand tort, un bon programme ne peut être qu'utile. »<sup>7</sup>

## 2) Sur le lien entre la question du programme et la question du parti

Tout au contraire, tu te dis pour ta part « assez sceptique sur l'utilité de présenter aux populations, ou du moins à des cercles de militants, des textes qui tentent de faire le tour de ce qui doit être un 'programme' au stade actuel » ; ce « scepticisme », par lequel tu n'hésites pas à estimer, non sans paradoxe, « ne pas être infidèle à la méthode même du *Programme de transition* [de 1938] », est justifié de la manière suivante : « Aller vers un parti suppose une élaboration programmatique commune, qui ne soit pas de l'idéologie et qui soit donc ancrée dans un combat pour, partant de l'état d'esprit et des revendications du mouvement réel, poser la question du pouvoir (...). À mon avis, la définition de cette démarche là — donc notamment le regroupement pour *poser la question du pouvoir*, et *ouvrir des perspectives* à notre classe — loin d'être un détour par rapport à la nécessaire réélaboration programmatique, en est la première pierre, le socle indispensable. » Autrement dit, tu penses que le programme et le parti naîtront ensemble du « regroupement » des masses autour de la question du pouvoir, c'est-à-dire que le regroupement n'a pas pour condition le programme, mais que c'est au contraire le programme qui présuppose le regroupement...

Ta position peut donc se ramener à une forme de spontanéisme mettant en cause l'importance décisive du parti marxiste, non pas en soi (tu affirmes au contraire être pour un parti et tu critiques expressément les positions conseillistes), mais comme *condition* du regroupement des

---

*Programme de transition*, Trotsky écrit « de manière très (trop) générale que les revendications transitoires sont un pont entre les revendications actuelles des masses et le programme de la révolution socialiste », mais en fait la phrase qui correspondrait le mieux à sa pensée serait selon toi la suivante : « *Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la population et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.* » Autrement dit, tout le problème posé par ton interprétation, c'est que tu veux absolument soutenir que la « conquête du pouvoir par le prolétariat » serait autre chose que ce que tu appelles ironiquement « l'étage inférieur du socialisme ». Il est clair que c'est là de ta part une « innovation » théorique à laquelle Marx, Lénine et Trotsky n'avaient jamais pensé, car il est clair, et tout particulièrement dans le texte de Trotsky où tu essaies de traquer une différenciation, qu'il y a pour eux stricte identité entre les deux expressions ! Nous reviendrons en conclusion sur la signification politique très concrète de ton interprétation idéologique, celle-ci étant bien évidemment la conséquence de celle-là...

<sup>7</sup> D'autant plus, ajoutait-il, que « nous disposons de la riche expérience de nos camarades d'Europe occidentale. » — Cité dans Claudie Weill, *Marxistes russes et social-démocratie allemande (1898-1904)*, Paris, Maspero, 1977, p. 32.

masses sur l'objectif de la prise de pouvoir. Il s'agit d'une position qui s'oppose à celle de Lénine, pour qui le parti *ne naît pas des masses*, mais de la fusion entre les intellectuels marxistes et l'avant-garde prolétarienne, et qui suppose comme tel l'existence préalable de groupes de propagande et d'agitation intervenant dans la classe ouvrière sur la base d'un programme marxiste révolutionnaire préélabéré.

C'est pourquoi il est tout à fait erroné de ne pas vouloir, au nom de la lutte pratique contre l'État bourgeois, une élaboration programmatique de nature *idéologique* : le seul programme de parti posant correctement la question du pouvoir et de la perspective historique pour notre classe, c'est le programme marxiste révolutionnaire, qui est *fondamentalement à la fois* un programme « idéologique » et un programme d'action, c'est-à-dire un programme dont la *base* soit la rupture avec l'idéologie bourgeoise sous toutes ses formes et la promotion des *idées* et des *objectifs* communistes, et qui, en même temps, serve à la mobilisation réelle des masses par et dans leur lutte de classe, à partir de leurs revendications réelles. En conséquence, il est à nos yeux faux de dire que « le regroupement pour *poser la question du pouvoir*, et *ouvrir des perspectives* à notre classe, loin d'être un détour par rapport à la nécessaire réélaboration programmatique, en est la première pierre, le socle indispensable » ; c'est tout au contraire l'élaboration programmatique qui est le socle préalable à tout « regroupement » qui « pose la question du pouvoir et ouvre des perspectives à notre classe », car il n'y a pas d'autre manière de poser la question du pouvoir et pas d'autre perspective pour notre classe que celles du marxisme révolutionnaire traçant l'objectif de la dictature du prolétariat. C'est pourquoi nous considérons comme indispensable l'élaboration d'un programme communiste révolutionnaire internationaliste qui soit un véritable programme de transition, donc un programme à la fois de propagande et d'agitation, et qui soit le plus « complet » possible. Certes, nous avons pour notre part, comme tu le rappelles en commençant, « rédigé un *projet* de programme et non un programme complet, encore moins un texte prétendant être "le" programme » ; mais la raison n'en est pas que nous estimions impossible ou inopportun d'élaborer un programme avant d'avoir un véritable parti ; la raison en est que nous étions et que nous sommes encore dans une phase où il s'agit avant tout de rassembler des militants et des cadres dispersés par la crise structurelle du mouvement ouvrier en général et du « trotskysme » officiel sous toutes ses formes en particulier ; nous sommes donc dans une phase qui pose comme tâche principale la renaissance et la refondation d'un véritable noyau unifié de militants marxistes révolutionnaires capables d'intervenir de manière centralisée dans la lutte de classe pour aller à la conquête de la conscience des travailleurs aujourd'hui largement dépolitisés, et dont les plus conscients se cantonnent à une activité syndicale elle-même sans perspective, faute d'un parti pouvant les aider à démasquer et à combattre la gauche plurielle, la bureaucratie syndicale et leurs flanc-gardes de la LCR, de LO et du PT.

À partir de là, on peut toujours discuter de la manière dont il faut présenter les revendications dans le programme de transition, de celles qu'il faut retenir, etc. ; mais il n'y a aucune raison de vouloir limiter *a priori* leur nombre. Nous ne sommes donc pas convaincus lorsque tu écris que le « programme n'est que faussement et subsidiairement un catalogue de belles revendications » et lorsque tu nous reproches d'essayer de « cataloguer toutes les catégories de problèmes de l'époque actuelle pour suggérer une solution qui soit à la fois réaliste et perceptible et qui mette le pied dans le programme de la révolution socialiste ». Ton argument est que, à ton avis, « il est totalement impossible d'aller vers la classe ouvrière munis d'un tel catalogue, car ce n'est rien de plus qu'un catalogue », que « la présentation d'ensemble comme énumération ne peut pas avoir d'efficacité politique aujourd'hui » et qu'« il faut ne retenir que des revendications « choisies pour leur centralité », c'est-à-dire qui permettraient en elles-mêmes de tracer la perspective de la prise du pouvoir. Manifestement, cette critique se rattache à ta perspective, selon nous erronée, d'un programme de conquête du pouvoir « ici et maintenant » ; et nous serions sans doute d'accord que, si la conquête du pouvoir était à l'ordre du jour, il faudrait mettre en avant un nombre limité de revendications capables de centraliser la lutte révolutionnaire des travailleurs. Mais ta critique ne porte pas, nous semble-t-il, s'il s'agit du programme général d'un parti, programme tout à la fois de propagande et de mobilisation. En effet, si le rôle du parti est bien de développer la conscience communiste révolutionnaire de l'avant-garde et des masses, comme nous le pensons, alors il nous semble que *toutes les revendications* que nous formulons dans notre « Projet de programme CRI », en les justifiant à chaque fois par des arguments (ce qui en fait déjà plus qu'un catalogue !), sont aptes à aider les travailleurs à la fois à se mobiliser et à prendre conscience

de la contradiction qui existe entre leurs aspirations et revendications, d'une part, le mode de production capitaliste et ses États, de l'autre ; ce qui suppose, en effet, d'« articuler » ces revendications mises en avant « autour d'un axe » qui, comme tu le préconises, soit « la question du pouvoir » et « la nécessité du parti » (tu mentionnes aussi la « politique de front unique », nous y reviendrons brièvement ci-dessous). Par exemple, au moment de la canicule, mettre en avant les revendications sur la santé publique pour dénoncer le gouvernement et le système, et montrer à partir de là la nécessité d'un autre gouvernement, d'un autre régime, d'un autre système, donc d'un parti — cela semble adéquat ; ou encore, quand une catégorie d'opprimés se mobilise ou qu'une catégorie de travailleurs se met en grève, montrer que leurs revendications (pour l'égalité des droits des travailleurs français et étrangers, contre les licenciements, contre les privatisations et la casse des services publics, etc.), sont et doivent être reprises et soutenues par tous les travailleurs, qu'elles montrent le chemin à suivre — car cela permet de mettre en évidence ce qui unifie la classe, à savoir sa lutte de classe, par laquelle elle se constitue comme classe, et qui est une lutte politique ouvrant comme telle la perspective du pouvoir et de la révolution<sup>8</sup>.

Or il nous semble que cette conception qui est la nôtre... devrait aussi être la tienne (même si nos prémisses et notre perspective sont différentes, notamment parce que nous ne partageons pas ton concept de l'impérialisme). En effet, selon toi, il n'y a pas de revendications « minimales », car « toutes (...) les revendications quotidiennes et les tâches immédiates 'prosaïques' (sont) déjà (des revendications) transitoires » (y compris les revendications « démocratiques », soulignes-tu) ; la raison en est que, au stade impérialiste, « les contradictions du capitalisme donnent un contenu et une portée révolutionnaire aux revendications immédiates les plus 'terre-à-terre' ». Or, si telle est ta conception, si toutes les revendications ont une « portée révolutionnaire », il ne semble pas très cohérent de vouloir les éliminer presque toutes du programme révolutionnaire et réduire celui-ci à une poignée de revendications « choisies pour leur centralité » ! À moins de considérer que les revendications sont « toutes transitoires »... mais que certaines le sont plus que d'autres !

Or cela te conduit à opposer à ce que tu considères comme notre « catalogue » une hiérarchie des revendications qui est extrêmement discutable. Nous ne sommes donc pas d'accord pour « hiérarchiser » les revendications d'un *point de vue thématique*, par exemple pour considérer que « les questions environnementales » seraient plus « centrales » que les questions de l'école ou de la santé publique, ou que la question de la laïcité poserait « plus » ou « mieux » la question du pouvoir<sup>9</sup> que telle ou telle autre abordée dans notre « Projet de programme CRI ». La seule « hiérarchie » des revendications qui doit être proposée est déterminée par l'actualité de la lutte de classes (les attaques du gouvernement, les secteurs où la mobilisation « prend » et de manière générale les questions sociales et politiques qui, notamment pour des raisons médiatiques, sont au cœur des réflexions et des conversations des travailleurs conscients...).

### 3) Sur quelques points concernant l'organisation interne du parti

---

<sup>8</sup> Pour répondre très précisément à un des passages de ton texte (p. 1, dernier paragraphe), nous considérons donc bien, en désaccord avec toi, que le « pont que constituent les revendications transitoires » consiste en effet à partir du « bas niveau de conscience de masses » (qui peut être « terre-à-terre » ou au contraire très politique, selon l'état du mouvement ouvrier, la puissance des organisations, la présence ou non d'un parti révolutionnaire, la situation de la lutte de classes, etc...), de faire progresser par la méthode des revendications transitoires « le niveau de conscience en favorisant des 'prises de consciences' » et d'amener cette conscience, dans et par à la fois l'idéologie et le combat pratique, non pas tant « vers l'étage inférieur du socialisme » que vers la conviction que seul le socialisme peut réellement et durablement satisfaire les revendications et aspirations d'un point de vue global ; ce dont découle la nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat, donc la construction du parti communiste révolutionnaire... Il nous semble que c'est sur cette conclusion-là que notre conception se distingue de celle de « la gauche CFDT et des secteurs de la LCR (...) dans les années 1970 » dont tu parles, sans parler de leurs idées « autogestionnaires » (et à plus forte raison du « partage du travail » en quoi la revendication autogestionnaire de la CFDT s'est transformée dans les années 1980...).

<sup>9</sup> Selon toi, « la laïcité peut et doit aussi être introduite comme une question globale et centrale, liée également aux droits des femmes. (...) Si on entend par État laïque un État qui ne s'imisce pas dans les consciences mais qui au contraire les protège autant que faire se peut de toute immixtion, alors seul est laïque véritablement un État qui commence à dépérir en tant qu'État... » Nous sommes d'accord avec cette dernière phrase, mais elle contredit l'interprétation que tu as défendue du concept de « programme de transition », puisque, pour justifier l'importance de cette question laïque, tu la présentes spontanément comme ce que tu appelles par ailleurs un « pont vers l'étage inférieur du socialisme » ! Selon nous, toutes les revendications, ou plutôt tous les groupes de revendications énumérés dans notre « Projet de programme CRI », sont susceptibles de devenir « globaux et centraux » selon les circonstances.

En ce qui concerne la partie de notre « Projet de programme CRI » intitulée « Thèses pour la construction du parti », tu la caractérises comme « un document assez bref, en fait de type introductif, qui pose des questions (plutôt qu'il n'y répond) sur les méthodes de construction et de fonctionnement d'un parti révolutionnaire » ; tu écris que, selon toi, « il ne faudrait pas appeler "Thèses pour la construction du parti" cette partie qui ne définit pas de méthode de construction, mais qui ne fait que donner un certain nombre de recommandations ». Cette critique mériterait d'être développée : ta remarque est trop laconique pour que nous puissions discuter sur ce point<sup>10</sup> ; bien évidemment, nous serions parfaitement d'accord pour développer cette partie autant que nécessaire et, si tel est le problème, apporter davantage de justifications aux affirmations qui sembleraient trop rapides. Cependant, tu soulignes que tu « partages dans l'ensemble » ces « recommandations », ce qui nous semble un point très important.

Tu mentionnes la question du front unique, mais tu ne développes en fait guère cette question dans ton texte CPPCRI — tu y écris simplement que « la politique de front unique ouvrier » doit être considérée selon toi « plus comme une stratégie que comme une tactique et (...) n'est aucunement un truc passager à mettre sur le même plan que les revendications sur le droit à la santé ou à autre chose ». Dans la mesure où nous avons pour notre part développé notre conception du front unique dans notre « Projet de programme CRI », nous nous étonnons que tu n'aies pas développé davantage ta conception, manifestement très différente de la nôtre (rappelons cependant que nous ne mettons nullement cette question du FUIO « sur le même plan que les revendications », mais nous qualifions la politique du FUIO comme une « tactique », dans la mesure où elle n'est qu'un moyen pour le parti marxiste révolutionnaire quand il est minoritaire d'aider les masses à faire leur propre expérience des trahisons des partis de masse dirigés par les social-démocrates, les staliniens ou les nationalistes petits-bourgeois dans les pays dominés). En l'absence d'une argumentation de ta part sur ce point, nous ne pouvons donc pas te répondre ; nous reviendrons cependant sur cette question sur le mode de l'interprétation dans notre conclusion.

Ta principale réserve, formulée d'ailleurs de manière assez laconique, concerne « la démocratie dans le centralisme démocratique ». Tu écris notamment : « N'ayons pas froid aux yeux. La discussion n'a pas d'autres raisons que la sécurité à être interne. Dans le POSDR et chez les bolcheviks, BI et presse publique du parti étaient confondus. Les divergences dans le parti, surtout dans le parti en construction, ne sont pas des sujets honteux qui doivent être cachés à la classe, ce sont en principe les problèmes les plus vitaux : qu'elles soient discutées publiquement. » Nous comprenons mal ce que la question de la « sécurité » vient faire ici ; le problème du caractère ou non public de la discussion au sein du parti est un problème politique, comme tous les problèmes d'organisation, dès lors qu'on refuse à traiter comme des problèmes « administratifs » ou techniques. Nous pensons que certaines discussions peuvent être rendues publiques, si le parti estime que cela est utile pour sa construction, mais que cela ne saurait être une règle. En effet, le fait d'accorder aux militants ou groupes de militants le « droit » imprescriptible de publier librement leurs positions en dehors du parti reviendrait à faire de « l'opinion publique » extérieure, celle des lecteurs, donc l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise dominante (fût-elle véhiculée par les travailleurs : tout marxiste sait que l'idéologie dominante est l'idéologie des classes dominantes), un lobby pesant sur les décisions du parti. En effet, le premier devoir d'un militant ou d'un groupe de militants est de convaincre les camarades de leur propre parti, et non l'opinion publique ; ils doivent donc s'adresser d'abord et avant tout à leurs camarades, sans tenir compte de l'opinion publique ; si — contrairement à ce qui se passe chez les lambertistes stalinoïdes —, la démocratie au sein du

---

<sup>10</sup> Comme tu l'écris toi-même, le *Programme de transition* de 1938 comprend à la fois des revendications « choisies en raison de leur centralité (...) ou de leur importance pour que le prolétariat se porte à la tête de la société » et « des chapitres de stratégie révolutionnaire dans la conjoncture de 1938 (question de l'URSS, attitude envers les partis staliniens et social-démocrates) et de stratégie révolutionnaire générale (front unique, syndicats, comités de grève, piquets et milices, soviets, gouvernement ouvrier et paysan) ». Bien sûr, notre but n'était pas d'imiter formellement le *Programme de transition* (nous ne présentons pas de la même manière et dans le même ordre les différents « chapitres » ou encore les revendications) mais, quant au fond, nous nous sommes efforcés d'aborder et de lier dans un seul et même document les différents éléments qui nous semblaient indispensables à un « programme » de parti tel que nous le concevons et qui, de fait, quoique de manière « incomplète » et inégale, sont présents aussi bien dans notre « Projet de programme CRI » que dans le texte de Trotsky. En fait, lorsque tu critiques la forme même de notre « Projet de programme » et, en particulier, tu mets en cause son unité (« il s'agit, écris-tu, de trois documents de réflexion politique, correspondant aux trois parties qui le composent »), il est clair que cette critique trop formelle pourrait très bien être faite au *Programme* de 1938 ! Sur le fond, le problème qui est ici posé est bien celui du concept même de programme pour un parti marxiste, et non la manière dont il est divisé en rubriques ou dont il présente les revendications...

parti est réelle (droit au bulletin intérieur en toutes circonstances et sans limites), il n'y a aucune raison que ces militants aient besoin et envie de recourir au lectorat extérieur, et la discussion contradictoire est alors un vecteur fondamental de l'unité vivante et de l'homogénéité vraie du parti. En revanche, estimer qu'une position doit être défendue à l'extérieur du parti, c'est déjà renoncer à convaincre ses camarades à l'intérieur — voire faire de sa propre « gloire » littéraire un objectif autonome, comme on l'a vu trop souvent dans la social-démocratie classique, avec ce que cela impliquait d'avantages « culturels » pour les intellectuels professionnels. Selon nous, ce n'est donc que pour des raisons tactiques que le parti (c'est-à-dire le congrès des délégués et, entre deux congrès, la direction élue par les délégués) peut décider au cas par cas de rendre publics les débats qui le traversent.

Sur la question des « fractions », tu as mal lu : nous ne disons pas que c'est leur constitution au sein du parti qui doit être soumise à l'autorisation du congrès (et, entre deux congrès, de la direction), mais le fait qu'elles existent ou non publiquement, pour les raisons qui viennent d'être exposées, et qui valent à plus forte raison pour les fractions. La seule condition pour qu'une fraction puisse exister, c'est qu'elle se déclare comme telle auprès de la direction (celle-ci ayant alors pour devoir de faire connaître ses textes constitutifs auprès de tous les militants).

Tu écris aussi : « Ne parlons pas du "parti" comme d'un cadre qui pourrait exister d'un instant à l'autre et qui se plierait à des codifications précises comme si nous avions besoin d'un tel moule ici et maintenant, du genre stage d'un an pour être coopté, etc. Nous n'en sommes pas là (...) ». Ici, tu parles pour toi : ce point de vue qui est le tien découle logiquement de ton refus de suivre d'ores-et-déjà une démarche de construction d'une organisation, d'un groupe ; ton intervention dans la lutte de classe, celle des autres membres du comité de rédaction de *Liaisons* et les textes de ce bulletin n'engagent que leur auteur. C'est un fait, mais cela n'a rien à voir avec la « dialectique », contrairement à ce que tu affirmes. Pour notre part, notre point de vue sur la méthode de construction du parti étant différente, la question que tu renvoies ici aux calendes grecques est extrêmement concrète, ici et maintenant : *parce que* nous construisons *de fait* un groupe politique intervenant *de fait* dans la lutte de classe là où nous sommes — même s'il est petit —, et *parce que*, contrairement au PT dont nous avons été exclus pour délit d'opinion, nous attachons une importance fondamentale aux discussions démocratiques à égalité entre nous, nous avons *très concrètement* besoin de règles explicites pour fonctionner : pour prendre une décision collective, mise en œuvre par tous les militants, lorsque, comme cela arrive régulièrement, des positions différentes se sont affrontées, sur des questions ponctuelles et parfois sur des questions d'orientation (articles du journal, relations avec les autres groupes, interventions dans les AG en mai-juin ou chez les étudiants en ce moment...). De même, le Groupe CRI est pour sa part dans une perspective de recrutement : dès lors, il est clair que la question du « stage » de formation des nouveaux adhérents est une question très concrète, une question de bon sens : doit-on considérer que les jeunes sans formation politique et théorique préalable que nous avons gagnés depuis que nous existons en tant que groupe (février 2003) doivent prendre part aux votes dès leur intégration au cycle de formation théorique et aux cellules ? Il est clair que ce serait une grave erreur ! Contrairement à ce que tu dis affirmes pour t'en défendre, ce serait là du spontanéisme : ce serait considérer que la formation et l'expérience marxistes — théorique et pratique, requérant donc nécessairement un certain délai — est une question sans importance dans un parti marxiste ! Il serait absurde de laisser la porte ouverte à des votes « majoritaires » qui reposeraient sur des militants encore peu formés et *par là même* plus enclins à raisonner selon des critères relevant encore de l'idéologie dominante et de l'opinion publique que du marxisme. Cela ne veut pas dire non plus qu'il faille considérer le statut de stagiaire comme empêchant de participer à la vie de l'organisation et à la discussion : nous sommes pour (et nous pratiquons) la participation très rapide des stagiaires aux cellules de l'organisation, avec liberté totale d'expression (orale et écrite) et droit de vote consultatif. Enfin, cela n'implique évidemment pas que le statut de stagiaire puisse être maintenu pendant des années, comme c'est le cas à LO : il est clair que la progression, le renforcement et l'enrichissement de l'organisation passent par des flux réguliers de sang neuf, et non par le conservatisme (dont la fonction politique est claire comme de l'eau de roche à LO...). C'est pourquoi il nous a semblé que la norme d'une année était optimale pour tenir compte des différents aspects de la question, sachant que, comme toute norme, sa réalisation est évidemment soumise à une marge de variation.

Tes remarques sur notre troisième partie sont donc très peu nombreuses et très brèves ; tu as d'ailleurs précisé, juste avant d'aborder cette partie, et comme pour justifier la brièveté de tes remarques finales : « je fatigue un peu à taper ces commentaires »... Cependant, on peut se demander si la raison pour laquelle tu passes si vite sur ces questions concernant la stratégie de construction du parti (même sur les points au sujet desquels tu reconnais des divergences, comme le FUI) est si contingente que cela ; on peut s'étonner, en d'autres termes, que tu aies eu beaucoup de choses à dire sur le concept même de « programme de transition » et la stratégie politique, et si peu sur le parti à construire... Ce qui éclairerait d'un jour nouveau les causes profondes de ton ironie liminaire sur la célèbre phrase de Trotsky identifiant le programme et le parti... De même, nous avons été surpris de la manière de la petite pique manifestement peu utile que tu nous adresses dans la note 3 du point 3 de ton PRCP, où tu parles carrément de « raccourci sectaire caractéristique » à propos d'un de nos articles sur la révolution allemande, en nous reprochant d'avoir fait croire que « les faiblesses théoriques de Rosa en matière d'organisation » (nous sommes d'ailleurs ravis que tu les reconnais, même si cela semble, dans le texte en question, un peu convenu !) seraient « la cause première (...) (de) l'absence d'Octobre allemand » ; pourtant, il suffit de relire cet article pour constater que tu lui fais dire tout autre chose que ce qu'il dit... Là encore, cette petite pointe d'humeur un peu surprenante à cet endroit de ton texte est-elle purement contingente ?

Ne tournons pas autour du pot : tu sembles faire une sorte d'allergie à l'idée même de parti et, du coup, tu n'es pas du tout clair sur cette question. Pour avoir maintenant discuté avec plusieurs dizaines d'ex-lambertistes formés dans les années 1960 ou 1970, nous comprenons parfaitement cette sorte de « traumatisme » que les méthodes staliniennes de la direction de l'OCI-PCI ont pu créer chez les ex-militants... Mais il est évident que l'OCI n'a aucun rapport avec le parti bolchevik d'avant 1917 (voire d'avant 1921). Et c'est selon nous une erreur de prétendre « fonder » ta position sur des textes et des décisions de Marx, d'Engels ou de Lénine...

#### 4) Sur ton interprétation d'un fameux passage de *Que Faire ?* dans ton texte PRCP

Avant de passer à quelques questions politiques concrètes, nous voudrions nous arrêter brièvement sur la manière dont tu interprètes un passage de *Que faire ?* dans ton texte PRCP. Il n'est pas toujours aisé de savoir la fonction exacte que tu donnes aux références que tu fais à Marx, Engels et Lénine. Il n'est pas non plus toujours facile de distinguer les idées qui sont les tiennes et celles des auteurs sur lesquels tu t'appuies tout en prenant tes distances d'avec eux. Néanmoins, il nous semble que tu as parfois tendance à proposer une lecture de Lénine qui, à force de vouloir redresser certains clichés, finit par altérer le sens et parfois même simplement la lettre de ses positions. Cette tendance se manifeste particulièrement dans la manière dont tu analyses l'argumentation par laquelle Lénine explique que la conscience politique ne peut être apportée au prolétariat que de l'extérieur, et cela en un double sens : de l'extérieur de l'usine — hors du rapport immédiat d'exploitation entre patron et prolétaires — et de l'extérieur du prolétariat comme classe, c'est-à-dire par des individus d'une autre classe, par des intellectuels bourgeois et petits-bourgeois. Tu écris : « Dans son étude sur *Que faire ?*, Draper fait remarquer que Lénine ne dit pas cela explicitement, mais le fait dire par des citations de Kautsky, qu'il amende et même contredit par deux notes importantes » (p. 24). Certes, tu nuances quelque peu cette affirmation de Draper, en relevant en note (p. 26, note 2) que « Lénine tout de même, quelques pages auparavant, résume cette théorie lui-même ». Mais tu sembles néanmoins estimer dans l'ensemble que son interprétation de ce passage est pertinente : au moins l'une des deux notes de Lénine mentionnées par Draper contredirait la lettre de l'affirmation de Kautsky. Or, il est manifeste que la lecture de Draper, au moins sur ce point (essentiel), altère entièrement la pensée et même la lettre du texte de Lénine.

En effet, l'idée de Draper, selon laquelle Lénine ne se reconnaîtrait pas dans les affirmations de Kautsky qu'il cite, est en complète contradiction avec le texte. Pour introduire la citation de Kautsky en cause, Lénine écrit : « Pour compléter ce que nous avons dit plus haut, rapportons encore ces paroles, profondément justes et significatives de Kautsky à propos du nouveau programme du parti social-démocrate autrichien » (Seuil, p. 93-94). Bien loin que Lénine entende ensuite subtilement contredire Kautsky sans le dire, la citation intervient *après* la présentation par Lénine de ses principaux arguments sur le fond : elle n'a d'autre fonction que de venir les renforcer en apportant au raisonnement la caution d'une autorité, celle de Kautsky, reconnue à l'époque par toute la social-démocratie internationale. La première note, à laquelle Draper fait référence, ne

contredit pas la thèse selon laquelle le mouvement purement ouvrier est par lui-même incapable de former une conscience autre que trade-unioniste. Tout au contraire, elle est une réponse à une possible objection, qui consisterait à donner quelques exemples d'ouvriers ayant contribué à élaborer la théorie socialiste. La note répond que ce fait ne contredit pas la thèse énoncée, car ce n'est pas en tant qu'ouvriers, mais « *dans la mesure où ils parviennent à acquérir des connaissances plus ou moins parfaite de leur époque, et à les faire progresser* » (p. 95, note), que des Proudhon et Weitling ont participé à la formation de la théorie révolutionnaire. La seconde note (pour peu qu'on la cite en entier !), ne contredit pas davantage la thèse énoncée, mais vise là encore à répondre à une objection possible. Lénine remarque que l'« *on dit souvent : la classe ouvrière va spontanément au socialisme* », ce qui semble contredire sa thèse. Et il réplique « *Cela est parfaitement juste en ce sens que la théorie socialiste détermine les causes des maux de la classe ouvrière ; c'est pourquoi les ouvriers se l'assimilent si aisément, si toutefois cette théorie ne capitule pas elle-même devant la spontanéité, si toutefois elle se soumet cette spontanéité* ». Ainsi Lénine ne dit-il pas (comme tu le lui fais dire) que « *cela est parfaitement juste* », mais au contraire que cela est tout à fait faux, que les ouvriers *ne vont pas* au socialisme *sans* être éduqués par la théorie socialiste, qui doit donc *vaincre* la « spontanéité ». La raison en est bien sûr que l'idéologie dominante est l'idéologie de la classe dominante, donc que la conscience ouvrière « spontanée » ne peut être qu'une conscience *bourgeoise*, tant qu'elle n'est pas éduquée par la théorie socialiste, donc par un travail patient, méticuleux et opiniâtre de construction du parti marxiste extirpant l'idéologie bourgeoise de la conscience ouvrière. Et l'*initiative* de ce travail ne peut revenir qu'à des intellectuels, à des *théoriciens socialistes* qui, au départ, sont inévitablement extérieurs à la classe ouvrière. Tel est l'un des points les plus essentiels de *Que faire ?*, dont on aurait tort de croire qu'il n'est qu'un ouvrage de circonstances.

Car c'est bien là le fond du problème. Si nous avons tenu à revenir ici sur un point de détail d'interprétation du texte de *Que faire ?*, c'est que, en suivant la pente glissante sur laquelle s'engage Draper, on finit par escamoter le fond même de la position développée ici par Lénine contre les opportunistes. Et il nous semble que c'est bien sur cette pente que tu t'engages : t'efforçant de résumer la continuité entre les différentes réflexions de Lénine sur le parti entre 1902 et 1905-6, tu écris : « *il défend en fait à chaque fois le droit et le devoir de la classe ouvrière organisée en parti, en tant qu'intellectuel collectif, d'élaborer sa propre politique et sa propre théorie* » (p. 25). Apparemment, il n'y a rien à redire à la lettre de ton affirmation. Mais, en réalité, elle est si vague qu'elle esquivait la question de fond posée par Lénine, sa position sur le processus de formation d'un *parti marxiste révolutionnaire*. Lénine écrit : « *Tout culte de la spontanéité du mouvement ouvrier, toute diminution du rôle de 'l'élément conscient', du rôle de la social-démocratie signifie par là même — qu'on le veuille ou non, cela n'y change rien — un renforcement de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers. Tous ceux qui parlent de 'surestimation de l'idéologie', d'exagération du rôle de l'élément conscient, etc., se figurent que le mouvement purement ouvrier est par lui-même capable d'élaborer et qu'il élaborera pour soi une idéologie indépendante, à la condition seulement que les ouvriers 'arrachent leur sort des mains de leurs dirigeants'. Mais c'est une erreur profonde* » (p. 93). Ce passage est limpide. Et il signifie notamment que l'on ne saurait, pour paraphraser le *Programme de transition*, attendre que le parti « surgisse » de grands événements. Tout au contraire, *il revient aux intellectuels marxistes d'engager le plus tôt possible le travail de construction du parti marxiste révolutionnaire*, car attendre (sous quelque motif que ce soit) pour engager ce travail, donc contribuer à laisser la classe ouvrière sans l'organisation politique marxiste qui seule peut représenter consciemment ses intérêts objectifs, c'est en fait l'abandonner à l'idéologie bourgeoise, à l'influence de la bourgeoisie et de ses agents au sein du mouvement ouvrier, c'est donc contribuer à ruiner les potentialités révolutionnaire du prolétariat. C'était vrai il y a un siècle. Cela reste vrai aujourd'hui. Et il est frappant de voir à quel point ceux qui proposent aujourd'hui de repousser la tâche de construction du parti n'ont rien inventé : à peu près tous leurs arguments sont déjà discutés et réfutés dans *Que faire ?*

***IV. Sur la signification réelle de ta perspective et de ton orientation générales : retour sur quelques problèmes politiques concrets***

Pour passer maintenant de la théorie à la pratique, nous voudrions poser la question de la signification politique concrète des idées et de l'orientation politique que tu défends. Nous avons retenu ici trois problèmes, nous réservant de venir sur d'autres dans la suite de nos discussions. Mais avant de les poser, formulons ce qui nous semble être le problème général de ton orientation, c'est-à-dire sa contradiction fondamentale. Voici cette contradiction : alors même que, d'une part, tu estimes que le renversement du gouvernement, du président et du régime est une question qui est à l'ordre du jour immédiat de la lutte de classe (dans le cadre d'une situation globalement révolutionnaire) ; et alors même que, d'autre part, tu écris, tout en te défendant expressément d'être « spontanéiste », que l' « on ne fait pas un parti pour faire un parti, mais pour vaincre la bourgeoisie et ses États » — tu considères pourtant, en troisième lieu, que l'heure n'est pas venue de commencer à poser les bases d'un embryon de parti. Autrement dit, non seulement, selon nous, tu te trompes tant dans ta caractérisation de la situation objective que dans ton analyse de la situation subjective, mais encore tu n'es pas cohérent. En effet, si le renversement du régime est à l'ordre du jour, alors il est *d'autant plus urgent* de mettre fin à l'expérience d'un simple bulletin électronique et de jeter les bases d'une nouvelle organisation — puisque tu affirmes être d'accord avec l'idée qu'on a besoin d'un parti pour vaincre la bourgeoisie et son État ; si en revanche tu estimes qu'il ne s'agit pas pour l'heure de commencer à construire une organisation révolutionnaire — alors il faut être cohérent : le renversement du régime n'est pas à l'ordre du jour, il est impossible dans les conditions actuelles. Allons plus loin : si le renversement du régime n'est pas possible sans parti et s'il n'y a pas de parti, alors il faut même dissuader le prolétariat, au cas où il en aurait la velléité (ce qui, en fait, n'est pas le cas), d'entreprendre de renverser le président et le régime, car en l'absence d'une alternative politique, donc d'un parti, il serait voué à un échec sanglant (de même, Marx dissuadait avec insistance et à juste titre les Parisiens de se lancer à l'assaut du pouvoir à l'automne 1870 — même si, une fois la Commune commencée quelques mois plus tard, il a tout fait non seulement pour en comprendre la signification politique décisive, mais encore, concrètement, pour l'aider à aller le plus loin possible, tout en ne se faisant pourtant aucune illusion sur le caractère certain de son écrasement).

Bien sûr, tu ne raisones pas du tout de cette manière. Comme tu estimes que la situation est révolutionnaire, que le renversement du gouvernement, du président et du régime est à l'ordre du jour et qu'il n'y a pas vraiment de crise de la conscience de classe du prolétariat, tu crois en fait, manifestement, que le parti de classe va en quelque sorte se faire tout seul, à partir de la lutte de classe (à vrai dire, même si tu avais raison sur les prémisses, tu aurais tort sur la conclusion, mais disons que c'est là une position spontanéiste de la naissance et du développement du parti).

Mais nous savons qu'il n'est pas possible de juger les individus (comme les groupes d'individus) en s'en tenant à ce qu'ils pensent et disent d'eux-mêmes. Il faut donc recourir au critère de la pratique. Or la pratique nous semble fournir des indices qui tendent à montrer que la logique même de ton orientation, ce que nous considérons comme son incohérence interne, et en particulier ton refus de poser concrètement la question du programme et du parti — tendent à te conduire dans les bras non seulement du spontanéisme, mais encore de l'inefficacité dans le meilleur des cas, et de l'opportunisme dans le pire.

### 1) Sur la question de la « démocratie »

Dans tes CPPCRI, tu reviens à plusieurs reprises sur l'idée qu'en dernière analyse le combat pour le socialisme se confond avec le combat pour une véritable démocratie. Tu écris que « la question du pouvoir et celle de la démocratie (que la majorité exploitée et opprimée exerce le pouvoir) ne font qu'une et les revendications "démocratiques" ne doivent pas être un chapitre à part, comme si nous devions être démocrates de manière seulement instrumentale, histoire de taper sur la bourgeoisie, à un moment donné, et puis après la démocratie on s'en fout. (Ce ne sont pas là des critiques à votre texte, mais des remarques générales qu'il inspire). » Or il y a là selon nous des confusions. Il est vrai que, dans le *Manifeste du parti communiste*, Marx et Engels parlent de « conquête de la démocratie », pour désigner la conquête du pouvoir par le prolétariat, de manière générale, sans poser la question des structures étatiques, sans aller encore jusqu'à préconiser la destruction de l'État bourgeois. Mais, à partir du *Dix-huit Brumaire*, et notamment dans la *Guerre civile en France*, Marx introduit le concept de « dictature du prolétariat », qui désigne également la

« conquête de la démocratie », c'est-à-dire l'idée que le pouvoir doit être exercé par le prolétariat, mais dans le cadre de structures intégralement nouvelles, celles de ce que l'on a appelé la « démocratie ouvrière », réalisée dans la Commune de Paris et plus tard dans les soviets, et frontalement opposée comme telle à ce qu'on a appelé la « démocratie bourgeoise » parlementaire. La démocratie est une forme d'État ; il y a des États bourgeois et des États ouvriers ; donc il y a des démocraties bourgeoises et des démocraties ouvrières. Notre but, c'est la liquidation de la démocratie parlementaire et l'instauration de la démocratie ouvrière ; par ces termes, on désigne l'objectif de détruire de fond en comble l'État bourgeois moderne et d'édifier un État prolétarien ; or cet État n'est plus qu'un « demi-État », comme dit Lénine dans *L'État et la révolution*, car c'est l'État de la majorité pour la majorité, donc le premier État *réellement* démocratique, et en ce sens d'emblée un État qui commence à « déperir » en tant qu'État.

De plus, on ne saurait faire abstraction du fait qu'en 1847, lorsque Marx écrit le *Manifeste du parti communiste* avec Engels, il n'y a sans doute qu'un seul État au monde où règne la démocratie bourgeoise (les États-Unis), et ce, bien que la bourgeoisie soit déjà dans les pays les plus avancés la classe dominante. Cela donne à la revendication de la démocratie politique une portée révolutionnaire considérable. C'est pourquoi il revient au parti du prolétariat de prendre la tête de ce combat. *Mutatis mutandis*, il en va de même dans la Russie tsariste du début du XXe siècle, d'où l'importance de la revendication d'une République démocratique dans le programme du parti marxiste. Mais aujourd'hui la situation a profondément changé. Dans la plupart des pays capitalistes avancés, cela fait des dizaines d'années que règne la démocratie parlementaire bourgeoise. Il est donc aujourd'hui erroné de parler de « démocratie » en soi et de lutte pour la démocratie en général, car cela ne peut avoir d'autre sens, dans l'esprit des masses auxquelles on s'adresse, que celui de la *réforme* et du perfectionnement de la démocratie bourgeoise (personne ne comprend autre chose sous le terme de « démocratie », sauf si, précisément, on lui accole un adjectif qui précise son contenu de classe). Pour être clairs, nous ne pouvons pas parler de « Démocratie » en soi, quoiqu'en pensent les Filoche, les Lambert et leurs disciples respectifs (ou communs...). Cela conduit inévitablement à une ligne lambertiste ou lambertoïde, c'est-à-dire républicaine petite-bourgeoise de tendance « radical-socialiste ». C'est pourquoi nous espérons que tu apporteras prochainement des précisions sur ta conception à ce sujet, et, à partir de là, nous sommes d'accord avec ta proposition de « revenir, ensemble, sur le sujet important de la relation Soviets-Constituante ».

Bien évidemment, la question des « droits et libertés démocratiques » est une question différente. Dans la société bourgeoise, ils sont l'objet de revendications particulières, que le parti marxiste révolutionnaire se doit de mettre en avant et de défendre en première ligne : en ce sens, si nous pensons que le concept de « démocratie bourgeoise » est incontournable, en revanche nous sommes d'accord pour estimer que cela n'a guère de sens de parler de « revendications démocratiques bourgeoises », dès lors qu'il revient au prolétariat et à ses organisations d'en être les principaux défenseurs. Par ailleurs, sous la dictature du prolétariat, ils seront garantis au mieux des intérêts de l'État prolétarien (démocratie ouvrière, pouvoir de la majorité, véritable démocratie), ce qui signifie que l'on pourra être amené, pour l'intérêt de la guerre civile révolutionnaire (en elle-même presque inévitable), à limiter le droit de manifestation, d'expression, de vote, etc., pour les ennemis du nouveau régime, c'est-à-dire les forces contre-révolutionnaires. Des mesures de « terreur rouge », mises en œuvre par les tribunaux révolutionnaires et autres instruments de l'État prolétarien, pourront également s'avérer utiles. On ne peut pas se raconter d'histoires et en raconter aux travailleurs : la violence révolutionnaire est inévitable et, par définition, la violence contredit les « libertés ».

Or l'ambiguïté théorique sur la question de la démocratie que nous décelons dans tes CPPCRI devient une ligne politique erronée, selon nous, dans ton PRCP. Dans tes CPPCRI, tu écrivais seulement que, au nombre des plus importantes « tâches politiques présentes », il y avait, « au plan international : l'objectif de chasser Bush et compagnie et de mettre fin à leurs guerres et destructions ». Cela n'était pas très clair (chasser Bush en appelant Gore à la rescousse ? Comment « mettre fin aux guerres et aux destructions » dont les États-Unis — mais pas seulement eux ! — sont coupables sans mettre fin au capitalisme lui-même, si l'on est d'accord avec Jaurès pour dire que « le capitalisme porte en lui la guerre comme les nuages le tonnerre » et si l'on ne veut pas tomber dans le pacifisme petit-bourgeois vulgaire ? Etc.) Mais cela devient plus clair dans la conclusion de ton texte PRCP, où il s'avère que tu ne préconises en fait rien de moins qu'une ligne *opportuniste*, conséquence somme toute logique de ton refus de distinguer entre démocratie

bourgeoise et démocratie prolétarienne. Tu écris : « Ceux qui veulent vraiment servir la classe ouvrière ont la tâche de lier le mouvement mondial de celle-ci, et la jeunesse altermondialiste, aux luttes de classe en Amérique, d'asseoir les uns et les autres sur l'exigence de la démocratie, pour une Amérique où le droit de vote ait un sens, avec une politique étrangère démocratique lui permettant de jouer un grand rôle mondial au service du progrès, vers l'union libre des nations souveraines du monde entier. Élaborer une telle politique, une stratégie révolutionnaire pour toute de suite, voilà l'autre tâche du moment » (PRCP, p. 45). Mais quel contenu de classe peut-on déceler derrière de telles généralités démocratises ? Comment de telles généralités pourraient-elles constituer la base d'un programme révolutionnaire, alors que n'importe quel démocrate « de gauche » pourrait tenir un discours analogue ? Selon nous, personnaliser en focalisant sur Bush revient à semer des illusions, car la politique impérialiste des États-Unis à l'extérieur et la politique intérieure du gouvernement américain n'a rien avoir avec la personne de Bush. Soyons clairs : une telle orientation aurait-elle d'autre perspective concrète que de finir dans les bras du prochain candidat du parti démocrate à la présidentielle de l'automne 2004 ? Aujourd'hui, beaucoup de gens qui s'appêtent à voter « démocrate » sont pour « chasser Bush ». Et pour « chasser Bush », il faut voter démocrate aux prochaines élections. En revanche, pour tracer une perspective révolutionnaire, il faut travailler à organiser la classe ouvrière dans un parti et sur un programme révolutionnaire, contre toute la bourgeoisie américaine, c'est-à-dire contre ses deux partis jumeaux, le parti-républicain et le parti démocrate. L'objectif en soi de « chasser Bush » ne peut pas du tout constituer même le début d'une orientation révolutionnaire, mais ne peut que déboucher sur de l'opportunisme pur et simple à l'égard du parti démocrate et de son candidat.

## *2) Sur ton appartenance au PS et ce que tu y fais (ou n'y fais pas)*

Deuxième problème que nous voudrions poser, car il nous semble qu'il y a là une véritable ambiguïté : comment justifies-tu ton appartenance aujourd'hui au PS, alors même que tu n'y fais pas un travail de construction d'une fraction trotskyste (à notre connaissance, et compte-tenu que tu es contre la constitution d'une nouvelle organisation trotskyste à ce stade), te contentant d'un poste de cadre du courant Nouveau monde ? À la limite, dans la mesure où tu penses que le PS est un parti ouvrier-bourgeois, le choix d'y faire de l'entrisme ne serait pas condamnable en soi si tu y faisais effectivement un travail de fraction marxiste révolutionnaire, trotskyste (cela poserait seulement une question d'opportunité et de tactique) ; mais y fais-tu réellement de l'entrisme en ce sens ? À quoi cela sert-il, du point de vue des objectifs politiques qui sont les tiens, d'être cadre d'un courant social-démocrate (pour utiliser une caractérisation trop gentille à l'égard de Nouveau monde) ? Il est très difficile pour nous, dans l'état actuel des choses, de ne pas voir un lien entre ton refus de construire une organisation trotskyste — quelle que soit ton entreprise de « théorisation » d'une telle orientation — et ce poste que tu occupes dans le PS, et qui est à notre avis sans intérêt politique du point de vue des intérêts présents et à venir du prolétariat. Sur ce point également, nous souhaiterions donc des éclaircissements (pour notre part, nous estimons bien sûr que la place d'un militant marxiste révolutionnaire aujourd'hui n'est absolument pas au PS et dans Nouveau monde).

## *3) La réunion du 16 novembre... illustration de la contradiction fondamentale de ton orientation politique*

Mais revenons, pour finir, sur la réunion du 16 novembre, à laquelle nous avons participé de façon critique. Organisée par Liaison et République sociale, cette réunion fut bien évidemment très tributaire de l'orientation et de la stratégie politiques que tu défends — celles d'Éric Tollenaere étant elles-mêmes proches des tiennes, mais en pire, si tu nous passes l'expression...

Soyons clairs : nous avons été déçus par cette réunion, qui nous a plutôt conforté dans notre critique de tes positions. En effet, nous n'y avons vu ni une réunion de front unique (aucun combat commun concret n'a été proposé), ni une réunion qui fasse un pas en avant significatif dans la question du parti. Manifestement, tous les participants à cette réunion ne partageaient pas le même objectif. Le point commun était seulement l'idée que le gouvernement Raffarin et la Ve République en général sont des ennemis de la classe ouvrière et qu'il faudrait donc les chasser... Mais quel pas en avant a-t-il été accompli dans le sens de cet objectif ? Aucun. Les seules « décisions » qui en soient sorties sont celles d'une liste de discussion électronique et de se revoir une prochaine fois ; et

la seule « perspective » proposée est la constitution d'un simple « réseau des revues » ou d'un « réseau des réseaux »... Même sur la question de la laïcité, qui a été l'objet de nombreuses interventions, la seule perspective qui ait été évoquée est une initiative de type « front unique » (réunions co-organisées par Liaisons, République sociale et le CAEDEL)... qui en fait avait été décidée *avant* la réunion, de sorte que les participants n'ont même pas été invités à débattre de son objectif et de son cadre. Autrement dit, la réunion du 16 novembre, placée sous la montagne politique de « comment chasser ce gouvernement, ce président, ce régime », a à peine accouché d'une souris laïque ! Nous trouvons cela d'autant plus regrettable qu'elle recelait des potentialités politiques bien plus profondes — et qu'elle aurait donc pu aller beaucoup plus loin si les organisateurs avaient réellement voulu avancer dans la voie de la clarification politique, donc de la discussion de fond et de l'organisation des participants.

Or c'est toi en particulier, avec Éric Tollenaere, qui porte la responsabilité de ce « résultat ». Quand on est capable de réunir 31 personnes de 10 départements dans une salle, et si l'on ne veut pas se contenter de l'expression d'une série d'opinions, on a la responsabilité d'essayer d'homogénéiser les positions politiques des participants autant que faire se peut, donc d'ouvrir un minimum de perspectives, et notamment de proposer un texte politique, fût-il limité et partiel. Nous avons donc pour notre part fait deux interventions au cours de cette réunion (et tu édulcores quelque peu la seconde dans ton compte-rendu de la réunion paru dans la *Lettre de Liaison* du 24 novembre) : d'une part, nous avons indiqué que, à notre avis, il fallait poser la question du programme, donc du parti ; d'autre part, nous avons constaté et regretté que, *parce que* les organisateurs de la réunion n'étaient pas clairs sur leurs propres objectifs, parce qu'ils poussaient le spontanéisme jusqu'à s'impuissanter eux-mêmes, notamment en décidant de ne pas proposer un texte, la réunion s'était réduite à l'expression d'une simple somme d'opinions ; en particulier, avons-nous ajouté, les interventions se sont majoritairement concentrées sur la question de la laïcité, alors que ce n'est qu'une question particulière qu'il faut se garder de rendre principale lorsque le gouvernement essaie justement de la mettre au centre du débat public dans le cadre de sa propre tactique politique (notamment pour que soient passées sous silence les principales questions auxquelles est confrontée la classe ouvrière aujourd'hui).

Mais ce n'est pas tout. Non seulement tu n'y a pas formulé de propositions politiques concrètes mais, d'ailleurs en réponse à l'une de nos questions, tu as exprimé l'idée qu'il faudrait appeler à voter pour le PS au second tour des prochaines élections pour battre la droite (il est vrai que tu as soutenu également que le PS devait appeler à voter pour la liste LO-LCR s'il arrivait derrière elle au premier tour). Certes, à la limite, dans la mesure où tu considères le PS comme un parti ouvrier-bourgeois, cela ne semble pas absurde si l'on se place de ton point de vue. Mais le PS présente-t-il aux masses un programme de rupture avec la politique du gouvernement Chirac-Raffarin ? Se donne-t-il l'objectif de battre ce gouvernement ? Est-on, en d'autres termes, dans une situation analogue à celle des années 1970 ? Non. La direction du PS ne se présente pas elle-même comme alternative, elle n'a nullement l'intention d'être candidate au pouvoir avant 2007 et, de plus, elle ne perd guère d'occasions de dire que, si elle était à la place de Chirac-Raffarin, sa politique ne serait pas substantiellement différente, voire serait peut-être plus respectueuse de « nos engagements européens »... Dans ces conditions, quel intérêt cela aurait-il d'appeler les travailleurs à voter pour le PS ?<sup>11</sup> — Soyons clairs : n'y a-t-il pas quelque chose de surprenant, voire de risible, dans le fait qu'une réunion dont le thème était : « Comment faire pour chasser ce gouvernement, ce président, de régime », « débouche » finalement — certes sous la forme de l'« opinion personnelle » de ses deux rapporteurs — sur la seule « perspective » politique de voter pour le PS au second tour d'élections qui ne sont d'ailleurs même pas nationales ?

Selon nous, il y a dans ce paradoxe l'expression d'une certaine cohérence, qui est la cohérence de la logique même de ton orientation politique marquée par l'incohérence de ses conclusions avec ses propres principes et prémisses. En effet, si la réunion du 16 novembre, malgré son « titre » officiel, n'a pas débouché sur un texte traçant clairement l'objectif d'un parti ou même

---

<sup>11</sup> On peut à partir de là se demander ce que tu veux dire quand tu écris, dans tes CPPCRI : le fait de « dire que ces partis sont toujours "ouvriers-bourgeois" n'aurait jamais dû signifier automatiquement qu'il fallait toujours appeler à voter pour eux » ; on peut se demander si ce n'est pas là qu'une clause de style, dans la mesure où on voit mal dans quelles circonstances tu n'appelleras pas à voter pour le PS si, moins de deux ans après le 21 avril, alors que le PS n'a rien à proposer aux travailleurs et ne voudrait pour rien au monde revenir au pouvoir pour le moment tu y appelles pour les prochaines élections cantonales, régionales et européennes !

posant les bases d'un regroupement politique plus large, et si, en revanche, elle s'est terminée sur la proposition d'appeler à voter pour le PS, cela a une explication politique : qu'ils le veuillent ou non, les participants savaient bien que l'objectif de « chasser le président et le régime » n'est pas réaliste aujourd'hui ; il a donc bien fallu en venir à un objectif qui, quant à lui, le soit davantage — ou plutôt semble l'être davantage : puisque nous ne pouvons pas chasser la Ve République, donnons-nous au moins quelques chances de chasser Raffarin en personne et quelques autres ministres usés et discrédités ! Et, pour cela, que faire de plus efficace, sinon d'appeler à voter pour le PS en espérant de toutes ses forces qu'une situation politique plus difficile pour la droite s'instaure dans le pays — et en rêvant que cela puisse déboucher peut-être sur une crise politique ! (En fait, il est selon nous évident que Raffarin sera de toute façon remplacé, que le PS gagne ou non — et il est d'ailleurs fort peu vraisemblable que le PS gagne — même si *Liaisons* et *République sociale* appellent à voter pour lui... —, justement parce qu'il n'est plus un parti ouvrier-bourgeois pour lequel les travailleurs soient prêts à voter *en masse*, ne fût-ce qu'au second tour où, manifestement, l'abstention sera forte.)

### **En guise de conclusion**

Pour finir, revenons à tes CPPCRI et vérifions si, comme nous le pensons, l'ambiguïté fondamentale, à tendance opportuniste, qui caractérise ton orientation politique (afficher l'objectif irréaliste de chasser la Ve République « ici et maintenant »... et, en attendant, ne pas faire de parti... tout en appelant à voter pour le PS... et en y restant à un poste de cadre) peut bien être considérée comme la cause de l'ambiguïté et, en dernière analyse, du caractère erroné de la manière dont tu interprètes le concept même de « programme de transition ».

Relisons à la lumière des problèmes politiques concrets que nous venons de poser, un passage de ton texte que nous n'avons cités que partiellement ci-dessus. Tu écris : « Le caractère "transitoire" (des revendications) ne réside pas dans la capacité à cataloguer toutes les catégories de problèmes de l'époque actuelle pour suggérer une solution qui soit à la fois réaliste et perceptible et qui mette le pied dans le programme de la révolution socialiste, il consiste dans l'unification de toutes les revendications, de tous les mouvements du prolétariat sur la perspective de la prise du pouvoir » ; si l'on arrête là la citation, comme nous l'avons fait ci-dessus, on s'étonne, comme nous l'avons également fait ci-dessus, de l'opposition que tu fais entre « mettre le pied dans le programme de la révolution socialiste » et « perspective de la prise du pouvoir », mais on ne se l'explique guère : cela semble tiré par les cheveux, on se dit que tu chipotes. Mais la suite de ton texte fournit la clé du mystère : tu passes en effet, l'air de rien, apparemment sans t'en rendre compte, de « la perspective de la prise du pouvoir » à l'idée de « tout ce qui va vers la prise du pouvoir » ; et, dans la parenthèse qui explicite cette formulation, tu passes de l'idée d' « affronter l'État central bourgeois, le renverser », à l'idée d' « y porter ses organisations [celles du prolétariat] au pouvoir », celle-ci désignant manifestement une étape intermédiaire avant qu'il s'agisse pour le prolétariat de « s'auto-organiser pour l'exercice direct du pouvoir *au bout du compte* » (nous soulignons). Autrement dit, il y a dans ce passage dont l'objectif est de nous expliquer l'intérêt même des revendications transitoires, une confusion manifeste, qui résume toute ton interprétation si singulière du *Programme de transition*, entre la *conquête* du pouvoir par le prolétariat (la révolution socialiste) et l'*exercice* du pouvoir (bourgeois) par des organisations ouvrières, c'est-à-dire, bien évidemment, par des organisations ouvrières-bourgeoises. Ainsi considères-tu en somme que le gouvernement PS-PCF (ou, désormais, le gouvernement du PS tout seul ?) est une *étape* nécessaire sur le chemin qui « va vers la prise du pouvoir » avant que, « au bout du compte », le prolétariat « s'auto-organise pour l'exercice direct du pouvoir » ; d'où ton argumentation pour défendre la nature « ouvrière-bourgeoise » du PS, ton appel à voter pour le PS au second tour et le poste de responsabilité que tu occupes dans ce parti...

Cette interprétation de ta position est confirmée par ton idée que, unifiant les revendications, le programme transitoire « unifie *par là même* la politique du front unique ouvrier et la construction du parti comme moyen de la prise du pouvoir par la classe » (nous soulignons) ; en effet, ce bout de phrase (d'autant plus si on la met en relation avec ton idée non développée selon laquelle le FUI est une stratégie et non une tactique et n'est donc selon toi « aucunement un truc passer ») semble

signifier que la politique du FOU est ce par quoi passe nécessairement la mise en œuvre du programme de transition et est donc *la* stratégie fondamentale pour la construction du parti dans la période de transition. Si l'on s'autorise à supposer que, comme pour les lambertistes et ex-lambertistes en général, tu considères le « gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois » comme le stade suprême du FOU, il devient clair alors que la ligne politique que tu défends, consistant à rassembler les forces pour « chasser ce gouvernement, ce président, ce régime » et, en attendant, pour appeler à voter pour le PS, n'est finalement rien d'autre qu'un moyen de rassembler les forces pour faire pression sur le PS qui lui-même, crois-tu, pourrait, puisque c'est encore un parti ouvrier-bourgeois et que, globalement, « la situation est plus révolutionnaire qu'elle ne l'a jamais été », « chasser ce gouvernement, ce président, ce régime »...

En un mot, soyons clairs : bien que ce soit sous une forme très sophistiquée et « théorisée », tu ne fais que reprendre — comme tant d'autres ex-lambertistes, à commencer par notre camarade Éric Tollenaere, dont le lapsus du 16 novembre (« tout faire pour chasser Giscard ») résumait à lui seul le problème politique de votre orientation... — le schéma que tu as appris dans les années 1970, quand l'OCI, oubliant de se présenter elle-même comme alternative politique (et, notamment, de se présenter comme parti national au premier tour des élections), s'en remettait à « l'unité » PS-PCF pour chasser Giscard, la Ve République et même pour « rompre avec le capitalisme » en « respectant le mandat » ! Le schéma était déjà à l'époque caricatural, formaliste, donc faux en dernière analyse, et aboutissait dans les faits à couvrir la social-démocratie sous toutes ses formes. Aujourd'hui, il n'a même plus avec lui l'apparence du bon sens !

*Nos désaccords et divergences politiques sont donc réels et importants ; mais ils s'inscrivent dans une discussion à la fois fondamentale et rendue extrêmement difficile dans les circonstances actuelles, marquées par ce que nous caractérisons comme la crise de dislocation du mouvement ouvrier, c'est-à-dire à la fois des organisations et de la conscience de classe ouvrières. À nos yeux, le refus de la forme « parti » et en particulier le développement de l'idée de « réseaux » et de « réseau des réseaux » dans le mouvement ouvrier, loin de pouvoir être considérés comme des remèdes susceptibles de surmonter cette crise, fût-ce sous le prétexte du provisoire, en sont au contraire des symptômes parmi les plus graves, évidemment liés au retour en force hypertrophié de l'individualisme bourgeois et de ses valeurs, à l'opposé de toute la logique foncièrement organisatrice du mouvement ouvrier luttant contre l'atomisation depuis ses origines. C'est pourquoi nous considérons que le contexte actuel lui-même, loin de pouvoir justifier un quelconque renoncement à cet égard, rend au contraire encore plus forte la nécessité d'un travail d'élaboration et de réélaboration permanente d'un véritable programme de transition communiste révolutionnaire internationaliste correctement compris, un programme vivant impulsant nécessairement la construction d'un groupe politique conçu sur le modèle bolchevik authentique, c'est-à-dire sur le véritable centralisme démocratique, qui n'a rien à voir ni avec le stalinisme, ni avec le lambertisme, ni avec le sectarisme. Mais, bien évidemment, cette démarche ne signifie pas qu'il faille se prendre pour le seul embryon du futur parti, pour le seul détenteur de la vérité ou pour le futur guide suprême du prolétariat — comme c'est le cas, indéniablement, de tant de petits groupes sectaires que l'on peut rencontrer, et qui sont souvent eux-mêmes sclérosés car, tout en mimant de manière formelle le bolchevisme, ils vivent en fait dans les schémas de leur propre passé et notamment dans la ruminant de leur exclusion des maisons-mères du « trotskysme » officiel, notamment lambertiste...*

Pour notre part, nous essayons d'élaborer nos analyses de la réalité telle qu'elle est, nos prises de position et notre orientation dans le cadre du marxisme révolutionnaire. Nous nous efforçons en particulier d'être à l'écoute de ce qui se passe dans le mouvement ouvrier et notamment parmi les militants et les travailleurs d'avant-garde qui cherchent la voie de la lutte de classe, donc de l'alternative politique. C'est pourquoi nous tenons absolument à combiner notre orientation marxiste révolutionnaire à une participation à la fois fraternelle et critique aux initiatives consistant à réunir et faire discuter ensemble ces militants et ces travailleurs d'avant-garde trop souvent dispersés. Nous refusons de leur cacher notre objectif et notre perspective : nous soumettons donc ouvertement à la discussion nos idées marxistes révolutionnaires, notre « Projet de programme CRI », nos analyses et propositions politiques, qui se concentrent dans notre volonté de constituer un véritable groupe politique capable d'intervenir de manière centralisée dans la lutte de classe. Dans ce cadre, nous sommes, d'une part, d'accord pour participer à toute action commune

portant sur telles ou telles questions particulières, dans une démarche de front unique ouvrier. D'autre part, tout en conservant notre autonomie pleine et entière de fraction CRI, nous sommes intéressés par toute perspective de regroupement pour une *véritable* alternative politique, fût-il partiel, pourvu que les bases en soient claires et correspondent, même de manière limitée, à nos propres analyses et positions. Nous sommes donc prêts à chercher avec d'autres des formes temporaires de regroupement politique, intermédiaires entre la situation actuelle de dispersion et la constitution d'une organisation, en nous battant pour que le but clairement affiché d'un tel regroupement soit la reconnaissance de la nécessité d'un parti communiste révolutionnaire internationaliste pour l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

Groupe CRI

*(22 décembre 2003)*